

# adf

AFRIQUE DÉFENSE FORUM

## LA GUERRE IRRÉGULIÈRE

Les forces de sécurité s'adaptent alors que des menaces apparaissent

Les mercenaires jettent une ombre sur le continent

PLUS

Conversation avec le Dr Albert Antwi-Boasiako, ex-directeur général de l'autorité de cybersécurité du Ghana

VISITEZ-NOUS SUR [ADF-MAGAZINE.COM](http://ADF-MAGAZINE.COM)

# 20

## articles

- 8 Une guerre menée avec des frappes de clavier**  
Alors que les cybermenaces augmentent, les forces de sécurité œuvrent pour lutter contre les attaques internes et externes
- 14 « Une détermination commune »**  
Conversation avec le Dr Albert Antwi-Boasiako, ex-directeur général de l'autorité de cybersécurité du Ghana
- 20 Les gouvernements fantômes**  
Employant l'extorsion déguisée en impôts, les groupes terroristes essaient de conserver le pouvoir dans les zones qu'ils contrôlent
- 26 Un bastion contre l'extrémisme**  
Les pays du littoral priorisent la sécurité et les services humains pour stopper l'avancée des terroristes
- 34 Les forces des opérations spéciales se tournent vers l'avenir**  
Après vingt années de Flintlock, les Forces spéciales africaines devraient standardiser leur doctrine pour contrer les menaces communes
- 40 La technologie irrégulière**  
Les pays se gavent de technologie pour vaincre les insurgés mais leurs adversaires s'adaptent rapidement
- 44 « Il exploite l'instabilité »**  
Les sociétés militaires privées assombrissent le continent
- 50 La guerre par procuration du Soudan**  
Au-delà de l'Afrique, les pays prennent parti pour le profit et l'influence

# rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum  
est disponible en ligne**

Veillez nous rendre visite sur  
[adf-magazine.com](http://adf-magazine.com)



## **SUR LA COUVERTURE**

Les forces de sécurité se préparent à affronter toute une gamme de menaces émergentes dans l'âge de la guerre irrégulière.

REUTERS

**Au** 21ème siècle, l'âge de la guerre conventionnelle a cédé le pas à l'âge de la guerre irrégulière. Les forces armées s'affrontent toujours directement dans des combats conventionnels mais ceux-ci sont beaucoup moins fréquents que la guerre irrégulière, dans laquelle les attaques sont sporadiques, asymétriques et difficiles à détecter.

Les forces militaires africaines font face aujourd'hui à des menaces provenant des états et des groupes non étatiques, qui emploient une technologie de pointe dans leurs attaques. Les cyberattaques contre l'infrastructure de l'État deviennent fréquentes et l'utilisation de l'intelligence artificielle et d'autres technologies nouvelles comme armes se pointe à l'horizon.

Les menaces standards n'existent pas, et donc les réponses militaires statiques ne devraient pas exister. Les forces de sécurité du continent doivent s'adapter pour survivre et gagner.

Un pilier de la préparation aux menaces irrégulières consiste à investir dans la préparation technologique. Obtenir les bénéfices d'une génération jeune et technologiquement capable offre un moyen pour une nation de relancer ses défenses de cybersécurité et tirer profit de l'éducation et des aptitudes existantes pour soutenir la transformation technologique du secteur sécuritaire.

Un deuxième pilier consiste à développer et soutenir la coopération internationale, continentale et régionale. Les acteurs irréguliers exploitent les nations isolées et les régions fragmentées. Lorsque les alliances sécuritaires sont fortes, les insurgés ne trouvent aucun refuge. Lorsque les alliances se fracturent, il devient plus facile pour les états et les acteurs non étatiques de lancer des attaques dévastatrices.

Le troisième pilier pour se préparer aux menaces irrégulières consiste à investir dans l'éducation militaire professionnelle. La seule façon de préparer les soldats d'aujourd'hui aux menaces imprévisibles de demain est de leur fournir l'enseignement nécessaire. L'éducation, y compris les études en salle de classe et un processus qui rafraîchit les aptitudes tout au long de la carrière, est cruciale. La meilleure formation intègre la technologie moderne et les leçons du champ de bataille pour assurer que le guerrier reste alerte et prêt à répondre aux nouvelles menaces.

Il n'existe pas de plan directeur pour stopper les menaces irrégulières, tout comme il n'existe pas de moyen de savoir à quoi pourraient ressembler ces menaces dans dix ou vingt ans. Mais certains principes résistent à l'épreuve du temps. La préparation, le partenariat et le professionnalisme peuvent aider le secteur sécuritaire de tout pays à se transformer pour affronter les menaces irrégulières axées sur la technologie.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des soldats de plusieurs pays participent à la cérémonie d'ouverture de Justified Accord 2025 au centre des opérations de contre-insurrection, de terrorisme et de stabilité de Nanyuki (Kenya). SERGENT KYLEJIAN FRANCO/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



## La Guerre Irrégulière

### Volume 18, 2ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES  
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

#### U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Unit 29951  
APO-AE 09751 USA

[ADF.Editor@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.Editor@ADF-Magazine.com)

#### HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum  
Geb 3315, Zimmer 53  
Plieninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# La Somalie fait des progrès, mais nécessite un soutien durable



*L'ambassadeur des Comores Mohamed El-Amine Souef, représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine (UA) pour la Somalie et chef de la mission de transition de l'UA en Somalie, s'est exprimé devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New York le 3 octobre 2024. Ses remarques ont été modifiées pour raison de longueur et de clarté.*



Des soldats des Forces de défense du Kenya affectés à la mission de transition de l'Union africaine en Somalie se préparent à charger leurs bagages sur un hélicoptère pendant le transfert de la base opérationnelle avancée de Kuday dans l'État du Jubaland en 2024. ATMIS



Au cours des derniers mois, nous avons constaté un panorama sécuritaire fluide en Somalie, caractérisé par des progrès et des revers. Les Forces de sécurité somaliennes (SSF) ont intensifié leurs efforts pour dégrader les capacités des Chebabs à l'aide d'opérations ciblées améliorées de contre-terrorisme, qui ont conduit à l'élimination de certains chefs de l'insurrection et au démantèlement de plusieurs bases opérationnelles.

Néanmoins, les Chebabs ont continué à déployer des tactiques asymétriques, notamment des attaques complexes, des engins explosifs improvisés (EEI), des EEI montés sur véhicule et des tirs indirects. Les récentes attaques de mortier contre les camps de l'Union africaine/ des Nations unies à Baidoa, Mogadiscio et Kismaayo, et d'autres types d'attaque contre des cibles civiles et militaires à Mogadiscio et dans les secteurs de la mission de transition de l'UA en Somalie (ATMIS), démontrent la résilience des Chebabs et soulignent le besoin de mécanismes robustes pour partager les renseignements.

En outre, les rapports concernant l'acquisition par les Chebabs de missiles et de drones armés sont une source additionnelle de préoccupation, qui intensifie la menace des drones et l'hostilité à l'égard

des installations du gouvernement fédéral somalien, de l'ATMIS, de l'ONU, des emplacements des SSF et des cibles civiles.

De même, le risque croissant d'infiltration et de collaboration entre les Chebabs et les Houthis est un défi de sécurité considérable qui menace la stabilité régionale dans la Corne de l'Afrique, ainsi que la navigation et les routes maritimes dans la mer Rouge, l'océan Indien et le canal du Mozambique. Ces préoccupations soulignent la nature transnationale des défis de la sécurité et la nécessité d'efforts exhaustifs et coordonnés qui priorisent des solutions efficaces et durables.

À mesure que le gouvernement de Somalie poursuit la mise en œuvre de son plan de développement du secteur de la sécurité pour améliorer les capacités des forces, une coopération internationale et un soutien durables sont cruciaux pour renforcer les structures sécuritaires existantes, afin de permettre à la Somalie de riposter efficacement aux menaces émergentes.

Je me félicite de signaler des progrès remarquables concernant le transfert des responsabilités de sécurité entre l'ATMIS et les SSF.

Conformément à la décision du Conseil sur l'approche étagée vers le retrait de phase 3, l'ATMIS avec la collaboration et l'appui du Bureau de soutien de l'ONU en Somalie (UNSOS) a complété le transfert de six des huit bases opérationnelles avancées (FOB) désignées pour être remises aux SSF.

Avec les défis liés au milieu de l'environnement et de l'infrastructure dans certaines de nos zones d'opération, nous continuons à travailler étroitement avec l'UNSOS pour explorer des solutions possibles, et nous faisons des progrès notables, en espérant que les deux dernières FOB seront transférées avant la fin octobre 2024.

La planification de la transition est un processus complexe, intégralement lié à la dynamique du leadership national et des conditions de prise de possession. À cet égard, je félicite le gouvernement fédéral de Somalie, sous l'égide du président Hassan Sheikh Mohamoud, pour avoir assumé la possession et la responsabilité complètes du processus de planification en encourageant la collaboration améliorée et la coordination entre les parties prenantes clés.

Je voudrais souligner que, malgré les défis, il existe clairement des opportunités pour la consolidation et les progrès additionnels.

Je reste profondément convaincu que la détermination du président Mohamoud pour développer la confiance et le consensus et encourager une culture d'engagement et de responsabilité partagée avec toutes les parties prenantes pour faire face aux questions émergentes sera essentielle pour soutenir la lutte contre les Chebabs et offrir les meilleures conditions possibles pour une transition harmonieuse.

# La piraterie diminue mais le BMI met en garde contre toute autosatisfaction

DEFENCEWEB

**Le** Bureau maritime international (BMI) a recensé 116 incidents de piraterie et de vol à main armée contre des navires en 2024, quatre de moins qu'en 2023 et un de plus qu'en 2022.

Mais le nombre de membres d'équipage pris en otages ou enlevés est préoccupant. Les pirates ont pris en otages 126 membres d'équipage en 2024, comparé à 73 en 2023 et 41 en 2022. On signale que 12 membres d'équipage ont été enlevés, comparé à 14 en 2023 et 2 en 2022. 12 autres membres d'équipage ont été menacés et 1 a été blessé en 2024.

Le BMI déclare que ceci est une justification pour continuer à prioriser la sécurité des équipages. Les pirates ont abordé 94 vaisseaux en 2024, ils ont essayé d'en attaquer 13, ont détourné 6 et ont tiré sur 3.

« Bien que nous apprécions la réduction des incidents signalés, les menaces actuelles contre la sécurité des équipages restent une préoccupation importante », a dit le général John W. H. Denton, secrétaire général de la Chambre de commerce internationale dont le BMI fait partie, dans une déclaration des services de criminalité commerciale.

« Il est vital de protéger les routes et d'assurer la sécurité des marins, qui sont essentiels pour le maintien du commerce mondial. Tous les efforts doivent être

déployés pour protéger la vie en mer tout en assurant le flux ininterrompu des marchandises à travers les chaînes logistiques internationales. Ceci exige un effort collaboratif ; une présence navale continue, régionale et internationale est cruciale pour cet effort.

Sur la côte Ouest de l'Afrique, en particulier dans le golfe de Guinée, on a recensé 18 incidents de piraterie en 2024, soit un nombre « relativement plus faible » (4 de moins) qu'en 2023, et une forte baisse comparé aux 81 constatés en 2020. Les 12 membres d'équipage enlevés dans le golfe de Guinée représentent un peu moins du quart du total des enlèvements signalés par le BMI. Sur le continent, 8 incidents ont été signalés dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden.

Michael Howlett, directeur du BMI, a dit : « Les menaces actuelles contre la sécurité des équipages mettent en lumière l'importance du maintien de la vigilance. Il est fortement recommandé aux maîtres d'équipage et aux opérateurs de vaisseaux de suivre strictement toutes les recommandations des meilleures pratiques de gestion en traversant le golfe de Guinée et les eaux d'Afrique de l'Est. »

Les participants à Obangame Express s'entraînent pour combattre la piraterie, la pêche illégale, le trafic et d'autres crimes maritimes.

MARINE FRANÇAISE



## Un dépôt logistique militaire régional en cours de construction au Botswana

VOICE OF AMERICA

**La** Communauté de développement d'Afrique australe (CDA) a commencé en décembre 2024 la construction d'un centre logistique militaire au Botswana pour le déploiement rapide des soldats en cas de crise régionale, comme celle du Nord du Mozambique.

Les ouvriers construisent le dépôt logistique régional de la force en attente de la CDA sur 19 hectares à Rasesa, à 40 km au Nord de la capitale de Gaborone. La CDA a constaté l'apparition de points sensibles, notamment dans l'Est de la République démocratique du Congo et au Mozambique.

« Cette cérémonie de début des travaux est opportune et marque un pas en avant important dans notre périple de promotion et consolidation de la paix, la stabilité et la sécurité dans notre région », a déclaré Emmerson Mnangagwa, chef de la CDA et président de la République du Zimbabwe.

Il a dit que le centre assurerait le déploiement rapide des soldats de la région. Il a fait appel aux partenaires internationaux pour contribuer au coût du centre, qui s'élève à 45 millions de dollars.

Le président botswanais Duma Boko déclare que le centre militaire donnera à la CDA la capacité d'intervenir et de



Le président botswanais Duma Boko s'exprime lors de la cérémonie de début de construction pour le dépôt logistique de la Communauté de développement d'Afrique australe à Rasesa.

BUREAU DU PRÉSIDENT, RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA

distribuer le matériel militaire dans les régions déchirées par les conflits. « [Les gens] sont en détresse ; ils cherchent une assistance et la CDA s'est engagée à intervenir lorsque ces appels de détresse sont entendus, à agir et venir à leur secours », dit-il.

L'analyste politique zimbabwéen Effie Dlela Ncube déclare que les responsables régionaux doivent affronter en premier lieu la cause principale d'un conflit, bien qu'un arsenal adéquat soit critique.

« Nous devons faire plus [que déployer des soldats] et faire face aux causes principales, politiques, socio-économiques, légales et autres causes structurelles du conflit dans la région », dit-il.

## Une opération prend pour cible les cybercriminels dans sept pays

PERSONNEL D'ADF

Interpol a arrêté 306 personnes et saisi 1.842 appareils électroniques dans 7 pays africains lors d'une opération internationale qui a pris pour cible les auteurs de cyberattaques et des arnaques.

Entre novembre 2024 et février 2025, l'organisation policière internationale s'est efforcée de cibler les arnaques liées aux banques, aux investissements et aux applis de messagerie. L'opération Carte rouge a cherché à perturber et démanteler les réseaux criminels transfrontaliers qui avaient préjudicié plus de 5.000 personnes et commerces.

Les autorités d'Afrique du Sud, du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Nigeria, du Rwanda, du Togo et de Zambie ont participé à l'opération. Interpol a travaillé par l'intermédiaire de son opération africaine conjointe contre la cybercriminalité.

Au Nigeria, les autorités ont arrêté 130 suspects, notamment 113 ressortissants étrangers, accusés d'avoir commis des arnaques cyber telles que les casinos en ligne et les fraudes d'investissement. Les autorités disent qu'ils avaient converti les rentrées en avoirs numériques et recruté dans des pays différents pour effectuer des arnaques multilingues. Au total, l'opération a saisi 26 véhicules, 16 maisons, 39 parcelles de terre et 685 appareils au Nigeria.

Au Rwanda, les autorités ont arrêté 45 personnes



Les autorités ont saisi 685 appareils, y compris des ordinateurs portables et des téléphones cellulaires, au Nigeria. INTERPOL

souçonnées de faire partie d'un réseau criminel spécialisé en arnaques de manipulation sociale, qui avait volé plus de 305.000 dollars en 2024. Les autorités disent que ces personnes s'étaient fait passer pour des employés des télécommunications et avaient annoncé de faux gains de « jackpot » pour obtenir des informations sensibles et l'accès aux comptes bancaires mobiles. Les autorités ont récupéré 103.043 dollars et saisi 292 appareils.

En Afrique du Sud, les autorités ont arrêté 40 personnes et saisi plus de 1.000 cartes SIM et 53 ordinateurs de bureau et de tour. Le montage frauduleux des boîtes SIM réachemine les appels internationaux en appels locaux lors des attaques d'hameçonnage par message SMS grande échelle.

En Zambie, les policiers ont arrêté 14 membres présumés d'un syndicat du crime qui piratait les téléphones en envoyant des messages contenant un lien malveillant dont l'activation installait un maliciel. Ceci donnait aux hackers l'accès aux applis bancaires et la capacité de propager l'arnaque.

« Le succès de l'opération Carte rouge démontre le pouvoir de la coopération internationale pour combattre le cybercrime, qui ignore les frontières et peut avoir des effets dévastateurs pour les personnes et les communautés », déclare Neal Jetton, chef de la direction du cybercrime d'Interpol, dans une annonce de presse.



ILLUSTRATION D'ADF

# UNE GUERRE MENÉE AVEC DES FRAPPES DE CLAVIER

# Alors que les cybermenaces augmentent, les forces de sécurité œuvrent pour lutter contre les attaques internes et externes

PERSONNEL D'ADF

**M**oins de deux ans après le début de la guerre civile soudanaise en avril 2023, les deux belligérants avaient provoqué la mort de plus de 28.700 personnes, dont plus du quart étaient des civils. La moitié de la population nécessitait une assistance humanitaire et près du tiers s'étaient ennuis de chez eux.

Mais avant que les bombardements et les fusillades ne versent le sang et détruisent les bâtiments, un élément caché de la guerre faisait déjà des ravages dans l'espace cybernétique du Soudan. Le Soudan a des antécédents de blocage de l'accès à l'Internet qui remontent à l'époque du régime d'Omar el-Bechir. Au moment où les manifestants demandaient sa chute en 2019, son gouvernement s'était allié à des mercenaires russes pour propager les infos, selon un reportage du site web sans but lucratif Inkstick axé sur la politique étrangère.

La même année, les Forces de soutien rapide (FSR) « ont organisé une campagne d'influence pour blanchir la réputation de leurs chefs », selon Inkstick. Dès que leur guerre contre les Forces armées soudanaises (FAS) a commencé en 2023, un compte fictif est apparu sur X et a déclaré faussement que Mohamed Hamdan Dogolo alias « Hemeti », le chef des FSR, était mort des suites de blessures au combat.

Peu avant le début des combats, les FSR ont obtenu un type de logiciel espion appelé Predator. Ce logiciel permet aux utilisateurs d'explorer les données et de suivre les téléphones mobiles infectés. Les contrôleurs peuvent accéder aux messages, aux fichiers médiatiques, aux emplacements, aux antécédents de navigation et aux journaux d'appel. Le programme fonctionne dans un mode furtif et permet aux utilisateurs de

personnaliser ce qu'ils recueillent.

Il était évident que les chars d'assaut, avions, soldats, bombes et balles ne seraient pas les seules armes de la guerre. Les combattants ajouteraient des claviers, des cartes mères, des programmes informatiques et des hackers à leur arsenal.

Nate Allen, chef des opérations cyber au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), déclare à Inkstick : « On a l'habitude de ne pas faire attention à la guerre cyber d'un conflit pendant quelques mois après le début de la guerre physique. Et la guerre cyber transcende aussi le calendrier effectif d'un conflit réel. »

Comme des outils du champ de bataille cinétique, les armes cyber sont diversifiées et efficaces. Les logiciels malveillants et espions, les comptes malveillants sur les réseaux sociaux, les virus et le deepfake de l'intelligence artificielle (IA) sont quelques-uns des outils qui remodelent le conflit et ouvrent une multitude de lignes de front.

**Il était évident que les chars d'assaut, avions, soldats, bombes et balles ne seraient pas les seules armes de la guerre. Les combattants ajouteraient des claviers, des cartes mères, des programmes informatiques et des hackers à leur arsenal.**



En juillet 2021, une cyberattaque a perturbé la société sud-africaine de transport et de logistique Transnet. AFP/GETTY IMAGES

« On a l'habitude de ne pas faire attention à la guerre cyber d'un conflit pendant quelques mois après le début de la guerre physique. Et la guerre cyber transcende aussi le calendrier effectif d'un conflit réel. »

~ Nate Allen, chef des opérations cyber au Centre d'études stratégiques de l'Afrique

### « UN COUTEAU SUISSE NUMÉRIQUE »

Les réseaux sociaux peuvent offrir un outil peu cher et très performant pour façonner de nouvelles réalités. De telles plateformes ont été employées pour influencer les civils et masquer les abus dans les pays gouvernés par une junte. Les groupes terroristes utilisent les plateformes pour recruter et influencer l'opinion publique.

La Nigériane Idayat Hassan, associée principale du Center for Strategic and International Studies, déclare à ADF dans un e-mail : « Les groupes tels que Boko Haram et les Chebabs diffusent fréquemment de fausses nouvelles, des vidéos manipulées ou des revendications exagérées de victoire, et un contenu graphique pour susciter la peur. Cette tactique a pour but de semer la discorde, inciter la panique et saper la confiance dans les gouvernements. »

Les Chebabs ciblent les jeunes du Kenya et de la Tanzanie grâce à des articles en langue swahilie sur les réseaux sociaux, dit Mme Hassan. L'État islamique (Daech) a recruté

des Africains au Ghana, au Nigeria et ailleurs pour rejoindre sa lutte en Syrie.

Les extrémistes utilisent aussi des applications de messagerie cryptées telles que Signal et Telegram pour sécuriser leurs communications internes et planifier leurs attaques, déclare-t-elle. « Ces plateformes permettent la coordination des attaques et la diffusion des informations vers un auditoire plus vaste. »

Les réseaux sociaux font plus que donner aux extrémistes de nouveaux moyens de communication : « Ils refaçonnent fondamentalement la véritable nature de l'insurrection », écrit l'expert en matière de sécurité Brandon Schingh dans un article de juillet 2024 pour Irregular Warfare Initiative.

En 2014 par exemple, Daech a lancé sa campagne de recrutement #AllEyesonISIS. Le groupe qui avait commencé avec 12.000 à 15.000 combattants a rapidement augmenté ses effectifs à 40.000, en provenance de plus de 110 pays. « Cette hausse



Un journaliste consulte le site d'un journal en ligne de Khartoum (Soudan). L'accès aux smartphones et à l'Internet a augmenté considérablement en Afrique. AFP/GETTY IMAGES



Un panneau à Abidjan (Côte d'Ivoire) avertit les citoyens des dangers des informations fausses. AFP/GETTY IMAGES

n'est pas seulement un stimulant militaire ; c'est un témoignage de la puissance brute des réseaux sociaux dans les conflits modernes », écrit M. Schingh.

Il a qualifié les plateformes de « couteau suisse numérique » pour leurs fonctions potentielles variées.

En plus d'amplifier le recrutement, les réseaux sociaux permettent aux acteurs malveillants de s'adapter à une vitesse fulgurante, « en transformant chaque smartphone en centre de commandement ». De même, chaque utilisateur devient un diffuseur potentiel de propagande terroriste.

Le défi de la propagande des groupes terroristes continue à croître à mesure que l'accès à l'Internet et aux réseaux sociaux continue à s'étendre rapidement sur le continent. Environ 300 millions d'Africains ont rejoint les plateformes des réseaux sociaux au cours des sept dernières années, pour un total de 400 millions d'internautes actifs, selon un rapport CESA de mars 2024. 200 millions de plus utilisent l'Internet.

### EST-CE RÉEL OU IMAGINAIRE ?

La croissance du numérique s'accompagne d'une augmentation du nombre de dispositifs et de systèmes connectés à l'Internet, ce qu'on appelle l'Internet des objets. Ces connexions recueillent, transmettent et entreposent souvent des informations privées ou sensibles, vulnérables au piratage. L'interconnectivité augmente aussi le risque d'infections à grande échelle par les logiciels malveillants et d'attaques par déni de service. Les pare-feux, les procédures robustes d'authentification et le cryptage peuvent aider à résoudre ces vulnérabilités.

L'ultime frontière des cybermenaces pour les pays et leurs forces de sécurité est l'emploi de l'IA. « Les applications de l'IA dans les insurrections sont aussi diverses que préoccupantes », écrit M. Schingh, en ajoutant que la propagande créée par l'IA peut exploiter les clivages culturels et sociétaux en amplifiant les doléances et créant la confusion. Ceci peut influencer l'opinion

publique et accroître le recrutement des terroristes. Les algorithmes basés sur l'IA peuvent travailler comme des hackers dans un bref laps de temps, en permettant ainsi de recueillir d'énormes quantités de données et perturber les communications.

L'aspect le plus effrayant de l'IA est peut-être sa capacité d'altérer la perception de la réalité chez les gens, y compris avec le « deepfake ». Le deepfake permet de manipuler et fabriquer des fichiers audio ou vidéo qui semblent montrer des gens célèbres, des politiciens et autres disant ou faisant des choses qu'ils ne disent ou ne font pas. Imaginez les conséquences d'un clip qui montre faussement un leader africain articuler la propagande des terroristes. De même, l'IA pourrait être utilisée pour manipuler la voix d'une personne connue pour extorquer de l'argent ou des informations auprès des cibles qui pensent qu'elle est authentique.

Julie Owono, directrice exécutive d'Internet sans frontières, déclare au magazine Mother Jones : « Tout le

« Africa Endeavor est une plateforme importante qui nous offre l'opportunité d'apprendre les uns auprès des autres, de partager l'expertise et de promouvoir les meilleures pratiques sur la façon de relever les défis cyber. »

~ Ambrose Lwiji Lufuma,  
ministre de la Défense de Zambie

monde loue l'assistance que l'IA va fournir aux gouvernements africains. Mais personne ne mentionne les risques, qui ne sont pas de la science-fiction. Nous avons constaté ce qui est possible avec le contenu par écrit, mais nous n'avons pas encore vu ce qui est possible avec le contenu vidéo. »

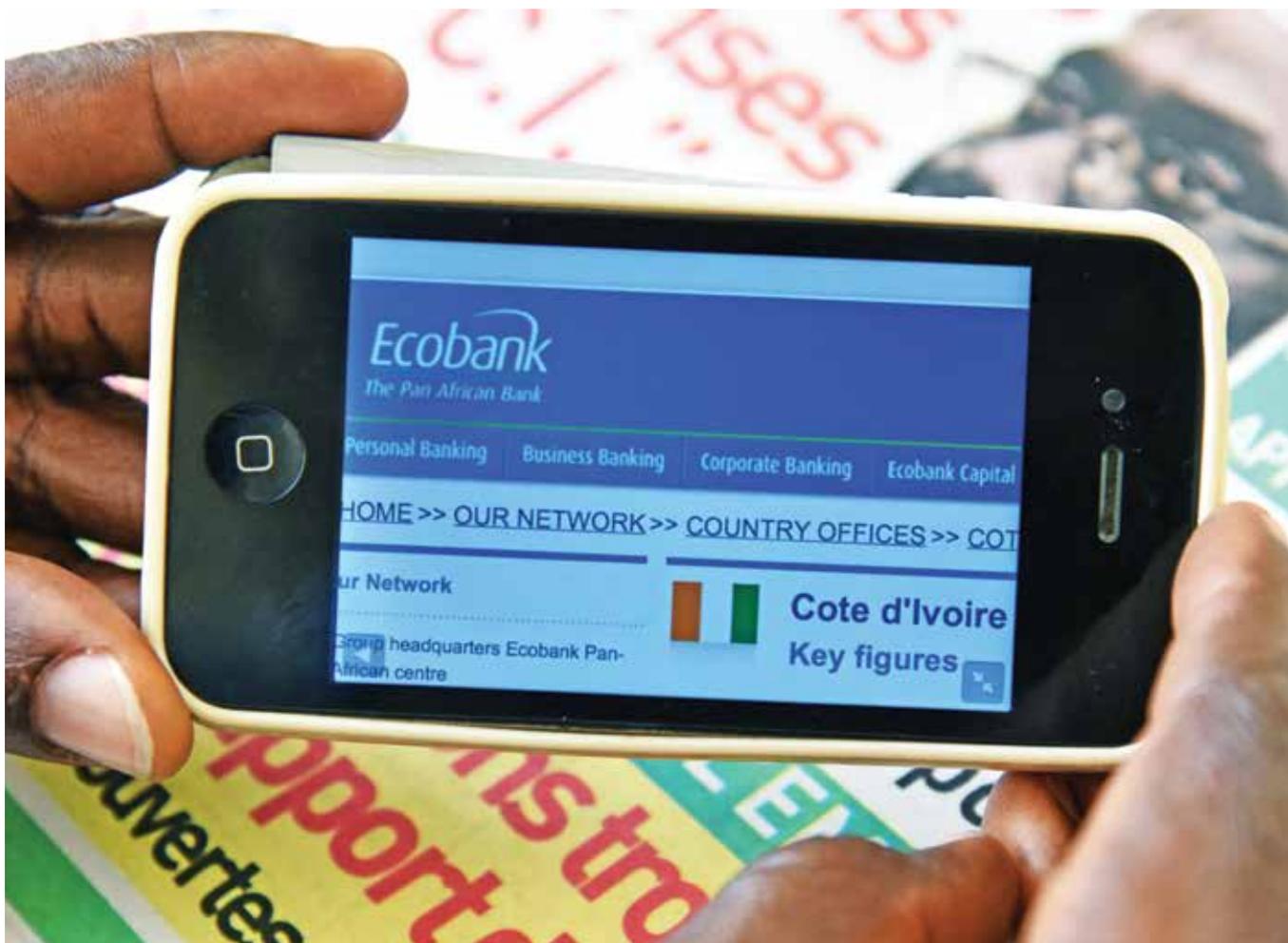
Il y a eu des aperçus des problèmes que le contenu produit par l'IA peut provoquer. Au début 2019, Ali Bongo, le président du Gabon à l'époque, avait passé plusieurs mois hors du pays pour subir un traitement vasculaire cérébral, selon Mother Jones. Son absence prolongée avait conduit à des spéculations concernant sa situation, y compris des soupçons relatifs à son décès. Le gouvernement publia une vidéo muette de M. Bongo. Pour certains, ce fut un soulagement ; pour d'autres, une indication de subterfuge. Les forces

armées du Gabon organisèrent une tentative de coup d'État une semaine plus tard, en mentionnant la vidéo comme preuve que quelque chose ne tournait pas rond. Un rival de M. Bongo qualifia la vidéo de deepfake. Les experts étaient divisés sur son authenticité mais le mal était fait.

Le deepfake n'est pas la seule menace de l'IA. Les profils fictifs automatisés et les bots sur les réseaux sociaux peuvent simuler les interactions humaines, ce qui permet aux extrémistes de radicaliser et de recruter à très grande échelle, déclare Mme Hassan à ADF. Les images et les textes produits par l'IA pourraient aider les criminels à collecter des fonds grâce à des demande humanitaires frauduleuses, en détournant ces ressources des causes légitimes. L'IA pourrait aussi améliorer la capacité des hackers pour accéder aux systèmes de surveillance et d'infrastructure.



Les participants écoutent une présentation à Africa Endeavor 2024 à Livingstone (Zambie). Le symposium annuel se concentre sur l'amélioration des politiques et des stratégies de cybersécurité. PHILIP REGINA/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



La cybersécurité est plus importante que jamais alors que des millions de personnes conduisent des opérations bancaires et font des affaires en ligne. AFP/GETTY IMAGES

## LA RIPOSTE DES NATIONS AFRICAINES

À mesure que ces menaces s'intensifient, certains pays se défendent. Le Centre national de coordination sur la cybersécurité (NCCC) du Nigeria conduit des efforts visant à établir un réseau protégé des attaques malveillantes par les états et les acteurs non étatiques tels que les groupes terroristes.

Le NCCC « renforce [aussi] l'équipe nigériane de réponse informatique d'urgence pour améliorer ses capacités de détection, riposte et atténuation des menaces en ligne, déclare Mme Hassan. Ces efforts incluent la lutte contre les acteurs malveillants et la défense contre les cyberattaques qui ciblent l'infrastructure nationale critique de l'information. »

Les pays mettent aussi en commun leurs expériences. Du

29 juillet au 2 août 2024, les militaires et les experts en matière de cybersécurité du continent ont participé à Africa Endeavor à Livingstone (Zambie) pour discuter des stratégies et renforcer la coopération. L'objectif du symposium consiste à améliorer les capacités de cybersécurité des forces armées. L'événement de 2024 s'est concentré sur le développement des politiques et stratégies de cybersécurité.

« Africa Endeavor est une plateforme importante qui nous offre l'opportunité d'apprendre les uns auprès des autres, de partager l'expertise et de promouvoir les meilleures pratiques sur la façon de relever les défis cyber », a déclaré le ministre de la Défense de Zambie Ambrose Lwiji Lufuma.

Le ministre de la Défense kényan a coanimé un atelier sur l'utilisation responsable de l'IA par les forces

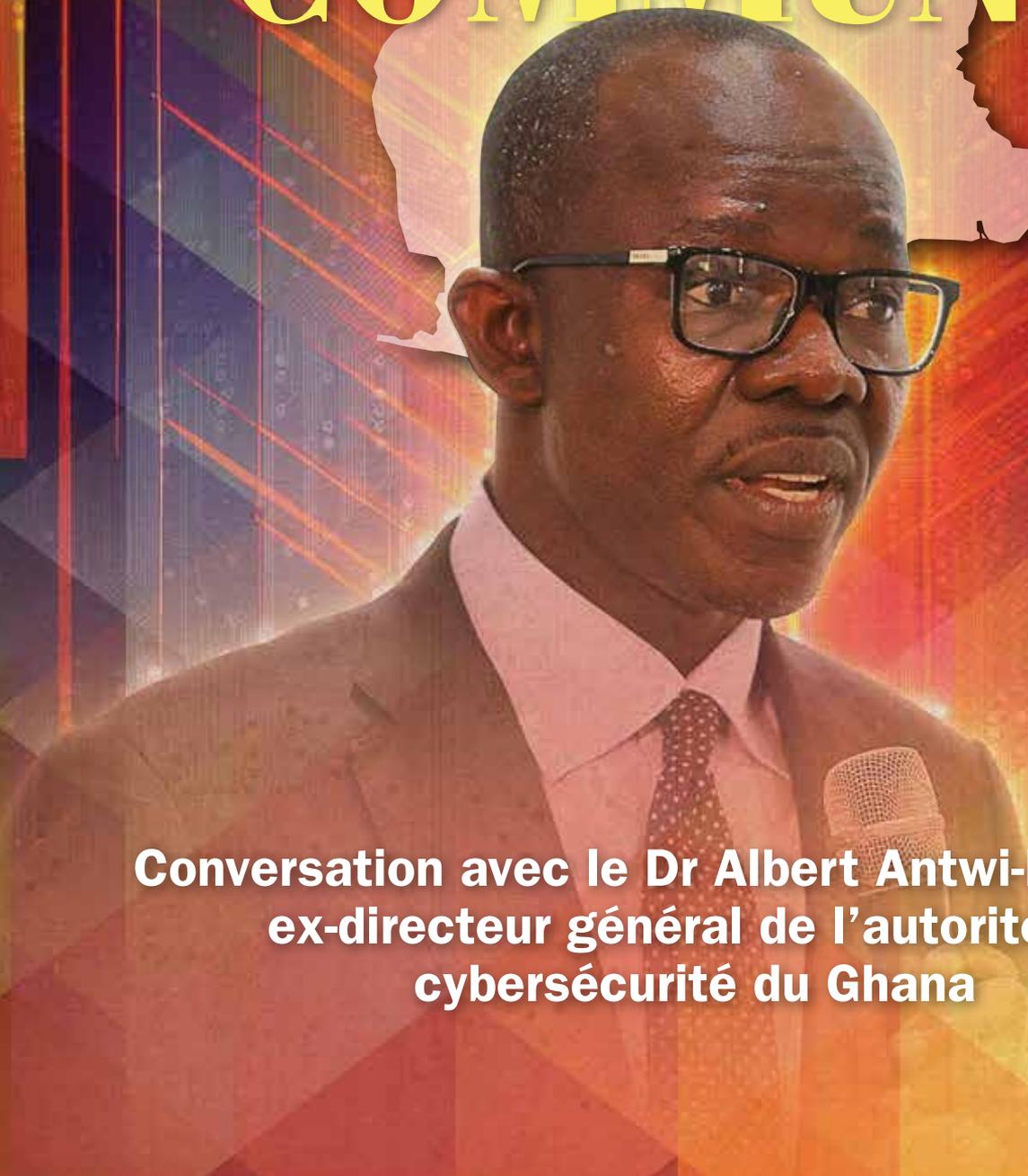
armées en juin 2024. L'événement de deux jours à Nairobi a réuni le personnel de plus de douze pays pour déterminer les opportunités et les risques associés à l'IA, selon defenceWeb.

Le général Charles Kahariri, chef des Forces de défense du Kenya, a dit qu'une réglementation exhaustive était essentielle pour régir l'utilisation de l'IA dans les opérations militaires.

« Bâtir des capacités locales pour développer, déployer et réglementer l'IA est crucial, a-t-il déclaré. Ces structures doivent affronter les questions telles que le caractère privé des données, la sécurité et l'utilisation éthique. Les décideurs doivent œuvrer étroitement avec les technologies, les éthiciens et les experts militaires pour créer des politiques qui contrebalancent l'innovation et la responsabilité. » □



# « UNE DÉTERMINATION COMMUNE »



**Conversation avec le Dr Albert Antwi-Boasiako,  
ex-directeur général de l'autorité de  
cybersécurité du Ghana**



Le Ghanéen Albert Antwi-Boasiako (à droite) signe un protocole d'accord avec le Rwanda, ce qui engage les deux pays à mettre en commun leurs connaissances et leur expérience en matière de cybersécurité et à conduire une formation conjointe.

AUTORITÉ DE CYBERSÉCURITÉ DU GHANA

*Le Dr Antwi-Boasiako est un expert en matière de cybersécurité qui travaille dans le secteur public et le secteur privé depuis plus de dix ans. En 2011, il a fondé eCrime Bureau, première société de forensique numérique d'Afrique de l'Ouest. Il a travaillé avec le groupe mondial d'experts du cybercrime d'Interpol et avec le projet Action globale sur la cybercriminalité élargie du Conseil de l'Europe en tant qu'expert en cybersécurité. En 2017, il a été nommé conseiller à la cybersécurité nationale du Ghana et directeur du centre national de la cybersécurité. Dans ce rôle, il a aidé à élaborer la Loi ghanéenne sur la cybersécurité, qui a été adoptée en 2020. En 2021, il a été nommé directeur général de l'autorité de cybersécurité du Ghana, poste qu'il a assumé jusqu'en 2025. Il s'est entretenu avec ADF depuis son bureau d'Accra. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.*

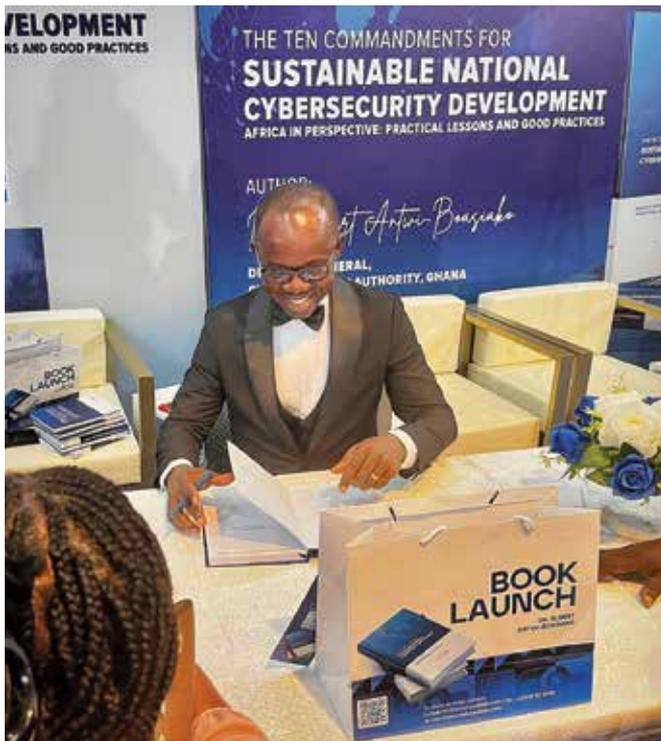
*ADF : Considérant le panorama cyber de l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui, comment décririez-vous les menaces issues des acteurs étatiques et non étatiques ? Dans quelle mesure les institutions gouvernementales et l'infrastructure critique sont-elles vulnérables ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Lorsque je regarde en arrière sur dix ans, les cybermenaces auxquelles la région faisait face étaient des attaques liées à l'ingénierie sociale. C'est le type habituel d'extorsion, comme l'escroquerie sentimentale ou autres. La nature de ces attaques était plutôt tournée vers l'extérieur. Elles provenaient du continent et prenaient pour cibles les Européens et les Américains. C'était

lorsque les escroqueries 419 [« le prince nigérian »] et Sakawa [spiritualisme] prédominaient. Mais aujourd'hui la tendance a changé. Je suis heureux que vous ayez mentionné les risques affrontés par l'infrastructure informationnelle critique : les bases de données gouvernementales, les systèmes critiques. Il existe une transformation numérique majeure qui se produit sur le continent et le Ghana est l'un des pays qui adoptent un certain nombre d'initiatives de transformation numérique : systèmes d'identité numériques, systèmes portuaires informatisés, administration de la justice pénale à l'aide de plateformes numériques.

Au cours des quelques dernières années, nous avons constaté une hausse d'attaques par logiciel de rançon. Notre analyse montre qu'elles proviennent d'acteurs criminels, et leur motivation principale est le gain financier. Parmi les attaques que nous décelons, environ 80 % sont

◀ Lorsque le Dr Antwi-Boasiako était directeur de l'autorité de cybersécurité du Ghana, le pays a été classé second en Afrique pour la cybersécurité. UNICEF



En 2024, le Dr Antwi-Boasiako a publié un livre intitulé « Les Dix Commandements pour le développement durable de la cybersécurité nationale ». ALBERT ANTWI-BOASIAKO/X

motivées par l'argent. L'argent en est le facteur principal. Mais je crois que nous nous préoccupons aussi du rôle des acteurs étatiques, joué directement par les États ou par leurs agents. Bien que la situation géopolitique du Ghana ait toujours été non alignée, comme l'avait établi le Dr Kwame Nkrumah, son premier président, nous anticipons de plus en plus des menaces qui proviendront d'acteurs étatiques. En tant que pays, nous nous préparons sérieusement grâce à la sensibilisation, la législation, mais aussi nos cyber-défenses, pour pouvoir repousser les attaques.

*ADF : Au début des années 2000, le Ghana affrontait des défis majeurs liés à la cybercriminalité, en particulier la fraude, le chantage et le vol d'identité. Pourriez-vous décrire comment cela a affecté le pays et pourquoi vous avez choisi, avec d'autres, de faire de la lutte contre le cybercrime une priorité nationale ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Les cybercrimes qui étaient commis étaient orientés vers l'extérieur mais ils avaient un impact ici. À l'époque, nous avons découvert que si vous viviez au Ghana et voyiez quelque chose sur Amazon ou eBay, vous ne pouviez pas utiliser votre carte de crédit pour l'acheter. Ceci avait un effet grave sur l'adoption de l'e-commerce. Même aujourd'hui, il existe des limites sur les adresses IP provenant des régions associées à la fraude. C'est un problème grave et il affecte les investissements dans le pays.

Je voudrais vous raconter une histoire. En 2012 ou 2013, quelque chose a changé. À l'époque, je travaillais dans le secteur privé. La pire attaque d'usurpation d'adresse

électronique s'est produite et l'eCrime Bureau (ma société) a été engagée pour conduire une enquête. À cause de la fraude, plus de 2 millions d'euros affectés à des projets d'infrastructure au Ghana ont été détournés vers des pays tiers. Le gouvernement et les responsables du pays ont commencé à réaliser que les fraudes 419, Sakawa, Yahoo Yahoo, les vols d'identité, étaient des crimes qui ne ciblaient pas seulement les Européens ou les Américains : c'était quelque chose qui nous impactait. Et je pense que c'est à ce moment que notre riposte a été lancée.

*ADF : Quelle a été la riposte ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Je me souviens de l'une des premières conversations que nous avons eues. C'était que le Ghana accède à la Convention de Budapest [traité international conçu pour harmoniser la réponse mondiale à la cybercriminalité]. Dans mon investigation de l'affaire, l'argent avait été envoyé dans deux pays différents et les adresses IP étaient situées dans quatre continents différents. La question s'est posée : « Comment investiguer un crime transfrontalier de cette nature ? » Vous avez besoin d'une coopération internationale et vous avez besoin des outils disponibles pour pouvoir vous engager avec des pays différents. Le Ghana a agi rapidement pour ratifier la Convention de Budapest ; il a commencé à développer une législation pour améliorer la cyber-résilience du pays et a œuvré pour protéger les enfants sur l'Internet. C'est la prolifération de ces crimes et de ces attaques qui a conduit à des mesures sérieuses de la part du gouvernement. Je dois dire que cela a commencé, dans une certaine mesure, avec ce que nous appelons la sensibilisation. Une fois que les attaques ont été dirigées vers l'intérieur, les décideurs et les acteurs politiques ont commencé à comprendre que le problème du cybercrime n'était pas seulement lié aux jeunes garçons pauvres qui ont les aptitudes nécessaires pour escroquer et gagner de l'argent ; cela a des conséquences sérieuses.

*ADF : Vous avez déclaré qu'en Afrique l'approche à la cybersécurité doit être plus systématique et moins ponctuelle. Que voulez-vous dire ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Je pense que l'ampleur du problème nécessite une évolution. Nous devons systématiser le processus. Certains impératifs doivent être adressés : les politiques, les stratégies, la création d'un cadre institutionnel, et c'est pour cela que l'autorité de cybersécurité du Ghana a été établie. Quelques pays africains font de même. Le Ghana est le chef de file du réseau africain des autorités de cybersécurité et nous avons actuellement 20 pays environ qui ont des agences dédiées, responsables pour les questions de cybersécurité.

*ADF : Le Ghana a aussi établi une équipe de réponse aux incidents informatiques (CIRT). Pourriez-vous décrire ce que fait cette équipe et comment elle aide à protéger le pays contre les cyberattaques ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Malgré les efforts que nous avons déployés, nous savons qu'une attaque se produira un jour, mais nous ne savons pas quand. Par conséquent, il est impératif d'avoir un système CIRT efficace. Le Ghana a adopté ce que nous appelons le système CIRT décentralisé dans lequel nous avons une CIRT nationale et d'autres CIRT sectorielles. Le secteur bancaire, les sociétés tech financières, les assurances, toutes les entités liées aux finances sont regroupées au sein d'une CIRT sectorielle. La Banque du Ghana est notre chef de file dans ce domaine particulier. Cela veut dire que les incidents sont coordonnés au sein du secteur, puis elles travaillent étroitement avec la CIRT nationale.

Nous avons une autre CIRT pour les bases de données gouvernementales, une autre pour les télécommunications, une autre pour la sécurité nationale. C'est notre configuration en termes d'écosystème de CIRT du pays. Il existe des modèles différents en fonction de la structure gouvernementale interne, mais nous avons dû adopter cela parce qu'il existe un grand nombre d'organismes robustes de réglementation et si nous travaillons avec eux, nous pensons que nous pourrions mieux assurer la conformité.

*ADF : Vous avez dit que seulement 35 à 40 % environ des Ghanéens ont une sensibilisation cyber de base. Pourquoi est-ce dangereux et comment cela peut-il être amélioré ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Si vous me posez la question aujourd'hui, je crois que je pourrais même réviser ces chiffres parce que [35 à 40 %] pourrait être ambitieux. La question principale, c'est la sensibilisation aux risques cyber. L'écart entre l'utilisation des appareils numériques par les citoyens et leur sensibilisation aux risques cyber ne cesse d'augmenter. En particulier aujourd'hui, lorsque des duperies axées sur l'IA sont utilisées. Vous avez des vidéos et des images manipulées par les systèmes IA et les citoyens sont en fait impuissants. Même parfois avec des spécialistes, il est devenu très difficile de distinguer entre ce qui est authentique et ce qui ne l'est pas. Alors que la technologie évolue, on craint de plus en plus que le niveau de sensibilisation de nos citoyens ne devienne très bas. Ceci a un énorme impact.

Chaque année, nous avons le Mois national de la sensibilisation au cyber, pendant lequel nous engageons le plus possible les citoyens. Nous utilisons aussi les plateformes des réseaux sociaux pour émettre des alertes de sécurité lorsque nous constatons une tendance commune, parce que les crimes de bas niveau sont aussi des crimes organisés. Parfois, vous avez des arnaqueurs qui s'installent dans un appartement et leur travail consiste simplement à arnaquer et gagner de l'argent. Les sommes sont réduites mais le volume total est énorme. Les effets cumulés en termes de pertes subies par les citoyens sont importants.



Nous essayons de mettre en commun les informations, susciter la sensibilisation et éduquer le public, mais je dois dire qu'il y a toujours des lacunes que nous devons combler. Nous devons sensibiliser les citoyens qui pourraient ne pas pouvoir lire l'anglais. Au Ghana, l'inclusion financière a une forte pénétration. Dans les villages reculés, ils utilisent tous des transactions d'argent mobile. Ils sont tous des cibles potentielles. Même ma mère âgée est une cible potentielle des arnaqueurs dans son village.

*ADF : Chaque année pendant le mois national de la sensibilisation au cyber, les Forces armées du Ghana organisent des événements pour leur personnel. Quel rôle pensez-vous que l'armée pourrait et devrait jouer pour soutenir la cybersécurité ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Le rôle de l'armée en termes de réponse aux incidents est tout à fait cohérent avec le mandat d'une armée typique. Quel est le rôle de l'armée ? Assurer l'intégrité territoriale et la défense nationale du pays. L'armée doit certainement protéger ses systèmes internes parce qu'ils présentent une cible potentielle pour un ennemi. Selon moi, la cyberdéfense est à la fois défensive et offensive. C'est un domaine en cours d'élaboration. Je pense

que la carte routière est la suivante : à mesure que vous modernisez l'armée et vous introduisez des systèmes plus axés sur les réseaux afin d'assurer l'efficacité et la conformité technologique de l'armée, votre défense interne doit aussi être renforcée.

*ADF : Aujourd'hui, le continent possède un nombre de professionnels formés en cybersécurité estimé à 20.000, soit le cinquième environ du total nécessaire, selon la société de cybersécurité CrowdStrike. Que faut-il faire pour améliorer les opportunités de formation et d'emploi des jeunes professionnels de la cybersécurité ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** C'est une question importante, la question des aptitudes. Le gouvernement nécessite des professionnels de la cybersécurité pour protéger le pays, le secteur privé en a besoin, la justice criminelle en a besoin. Le système d'éducation a besoin de maîtres de conférence pour offrir des connaissances et des aptitudes à la nouvelle génération d'étudiants universitaires. Les besoins existent. Le Ghana a commencé à introduire ce que nous appelons le système d'accréditation, essentiellement l'inscription des professionnels de la cybersécurité

## LE TAUX DE PÉNÉTRATION DE L'INTERNET AU GHANA EST PASSÉ D'UN PEU AU-DESSUS DE 50 % EN 2020 À 70 % EN 2024.



Les gens utilisent des ordinateurs dans un café Internet à Accra. GETTY IMAGES

selon trois niveaux, et aussi une catégorie générique. D'un côté, nous avons certains professionnels qui ont fait leurs études à l'étranger et qui sont rentrés au pays. Ces gens sont excellents, ils ont bien été exposés, ils ont de l'expérience, mais ils coûtent très cher. La stratégie consiste à en obtenir un ou deux ou trois, puis à engager des gens plus jeunes et talentueux qui sortent de nos universités, et ceux-ci pourront apprendre auprès des premiers.

L'inscription nous aide à identifier ceux qui sont en bas de l'échelle, pour peut-être élaborer une politique selon laquelle les gens les plus expérimentés, les plus qualifiés, puissent les soutenir grâce à la formation au travail. C'est un domaine dans lequel nous avons commencé à nous engager : le développement des effectifs de travail. Je pense que, dans les grandes lignes, le plan consiste à faire des recherches pour déterminer les compétences que nous avons et celles qui sont nécessaires. C'est un domaine que nous étudions pour nous assurer aussi de développer les compétences nécessaires. Nous devons avoir les chiffres et savoir combien nous en avons dans le système. Sans cela, il est très difficile de déterminer combien il faudra en ajouter.

*ADF : En 2024, le Ghana avait été classé dans la catégorie Tier 1 pour la cybersécurité sur l'Indice global de la cybersécurité, c'est-à-dire la plus haute catégorie. C'était la deuxième nation africaine du classement, avec une note cumulative de 99 %. Quels sont vos objectifs pour l'avenir et où souhaiteriez-vous que le Ghana s'améliore ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Je crois que cette question est personnelle ; aussi j'y répondrai personnellement. Je suis fier de voir un pays en développement qui a commencé ce périple à partir de zéro. En 2017, lorsque j'ai été nommé, le niveau [de l'Indice global de cybersécurité de l'Union internationale des télécommunications] était d'environ 32 %. Et en date de 2024, la hausse du pourcentage [pour atteindre 99 %] est tout à fait impressionnante. Je dois dire que le dénominateur commun est l'engagement politique. Nous avons eu la chance d'avoir cet engagement politique pour nous aiguillonner. Nous avons aussi eu la chance d'avoir une équipe de techniciens et de personnel éduqué qui nous a aidés à réaliser ce jalon

Je crois que c'est impressionnant de raconter l'histoire d'un pays en développement (et le Ghana n'est pas un pays riche) mais je pense qu'une détermination et un focus communs nous ont vraiment placés en bonne position. Je suis fier de dire que nous avons introduit ici certaines choses, et que d'autres pays les apprennent maintenant : les licences et l'accréditation. Nous avons d'autres pays occidentaux qui viennent s'entretenir avec nous pour apprendre comment nous l'avons fait : protection de l'infrastructure critique de l'information, protection des enfants sur l'Internet. Lorsque je dis que j'en suis fier, c'est parce que nous sommes un contributeur net au développement de la cybersécurité grâce aux meilleures pratiques. C'est un succès dont nous pouvons être fiers.

Au cours des prochaines années, je m'attends à ce



Un client achète des articles avec un téléphone mobile à Accra. L'adoption des systèmes de paiement électronique et des transactions bancaires mobiles dans le pays a nécessité une meilleure vigilance contre le cybercrime. REUTERS

que le même engagement politique continue, j'anticipe le même esprit de focus et de dynamisme. Vous savez, le pays se numérise. Nous n'avons pas d'options, nous n'avons pas d'excuses. Nous devons développer notre cyber-compétence et nos systèmes de cybersécurité pour pouvoir défendre les investissements que nous faisons.

*ADF : Vous avez récemment publié un livre intitulé « Les Dix Commandements d'un développement durable de la cybersécurité nationale ». Pourquoi pensez-vous qu'il était important d'écrire ce livre et qu'espérez-vous offrir à vos lecteurs ?*

**Dr Antwi-Boasiako :** Le livre a été écrit pour un lectorat général. Ce n'est pas un livre technique et il est facile à lire. Ce sont les réactions que je reçois. Le développement de la cybersécurité d'un pays est une entreprise multidimensionnelle. Il est faux de penser que c'est seulement une entreprise technique. Vous devez faire participer tous les aspects de la société. Vous avez besoin de la société civile, la justice pénale, la défense nationale, la communauté d'affaires, l'industrie, les partenaires internationaux. Pour les communications, vous avez besoin d'un langage qui soit commun pour tous. La motivation provenait de ma propre expérience. J'ai constaté que les pays africains font des avancées ; il y a des initiatives. Mais le problème, c'est qu'elles ne sont pas intégrées ; elles ne sont pas programmées d'une façon qui puisse avoir un impact collectif. La coordination était absente et, dans certains cas, il y avait une duplication. Nous avons besoin d'un principe directeur, et c'est pourquoi j'utilise l'expression « Dix Commandements ». Ce sont dix domaines dans lesquels tous ceux qui lisent ce livre, quelles que soient leurs fonctions, peuvent jouer un rôle. Et j'utilise le mot « Commandement » parce que chacun est un impératif : ils doivent être faits. □



# LES GOUVERNEMENTS FANTÔMES

# ***Employant l'extorsion déguisée en impôts, les groupes terroristes essaient de conserver le pouvoir dans les zones qu'ils contrôlent***

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS DE REUTERS

**La** Somalie, submergée par des conflits depuis 2009, a aujourd'hui deux systèmes qui s'efforcent d'exercer un contrôle : le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux et locaux d'un côté, le groupe extrémiste des Chebabs de l'autre.

Bien que fragmenté par plusieurs années de défaites militaires et des luttes internes entre ces chefs, le groupe lié à Al-Qaïda conserve une présence majeure en Somalie, où il continue d'essayer d'imposer son système rigide de lois fondamentalistes. Le groupe produit d'énormes revenus, estimés à 100 millions de dollars par an, comparé aux 300 millions perçus par le gouvernement national.

Les revenus des Chebabs soutiennent un réseau de 5.000 à 10.000 combattants bien armés. L'argent permet au groupe de financer des chaînes logistiques régionales tout en maintenant ce que la chercheuse Wendy Williams appelle la « présence fantôme » d'une alternative gouvernementale dans le pays.

Elle a écrit dans une étude de 2023 pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) : « Les Chebabs extorquent des revenus dans divers aspects de la vie somalienne courante, depuis les péages routiers jusqu'aux impôts fonciers. Ils s'appuient sur leur réputation entretenue d'omniprésence et d'intimidation. Les Chebabs ont aussi compromis plusieurs agences gouvernementales, par exemple en obtenant des manifestes de fret auprès des employés portuaires pour pouvoir extorquer les transporteurs à l'arrivée. »

Les « impôts » du groupe ne sont en fait rien de plus qu'une extorsion.

Tricia Bacon écrit pour le programme sur l'extrémisme de l'université George Washington : « Sa taxation produit quelques services pour ceux qui vivent sous le contrôle du groupe, ainsi que certains services mis à la disposition de ceux qui utilisent les tribunaux ou

les routes du groupe. Mais les exigences du système d'extorsion excèdent de loin les services fournis et offrent principalement une protection de la part du groupe. Il menace, enlève et va jusqu'à assassiner ceux qui ne paient pas ses impôts. L'extorsion du groupe est devenue si efficace qu'il enregistre un surplus annuel, et certains affirment qu'il est désormais plus comparable à une mafia qu'à une organisation idéologique.

Le groupe terroriste a utilisé son argent pour saper un grand nombre de services traditionnels du gouvernement, notamment son système de tribunaux. Les responsables du gouvernement disent qu'il y a des gens qui comparaissent devant les « tribunaux » des Chebabs pour obtenir justice parce que les décisions des tribunaux du gouvernement ne sont pas mises en application.



Un policier somalien chargé de l'élimination des munitions explosives se prépare à détoner des mines et des obus récupérés dans les faubourgs de Mogadiscio.

Omar Mahmood de l'International Crisis Group déclare à Voice of America : « Pour ceux qui les utilisent volontairement, les facteurs d'attraction incluent des niveaux plus bas de corruption, moins de discrimination basée sur les clans et une forte capacité de mise en application, comparé au système judiciaire du gouvernement. Les tribunaux eux-mêmes ne sont pas toujours aussi sophistiqués et la menace d'une force brutale les appuie, mais en fin de compte ils se sont révélés plus efficaces pour répondre aux besoins de certaines populations. »

Le groupe terroriste exploite des lacunes de la gouvernance nationale en offrant des partenariats et renforçant les chefs locaux des milices de clans dans les États de Hirshabelle et Galmudug.

Les gens prélèvent l'eau d'un puits près d'un camp à Tin Zaouatine dans le Nord du Mali. Le terrorisme a déplacé plus de 330.000 personnes dans le pays.



## À TRAVERS LE CONTINENT

D'autres groupes terroristes africains exploitent de plus en plus les lacunes des services gouvernementaux pour établir des gouvernements fantômes qui offrent des alternatives de structure du pouvoir qui fournissent parfois des services sociaux, mettent en application les lois et perçoivent des impôts. En plus de la Somalie, des portions du Burkina Faso, du Mali, du Nigeria et de la République démocratique du Congo sont sous le contrôle des terroristes et des groupes hors-la-loi.

Au Mali, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda est devenu une force de contrôle et propage son influence vers d'autres régions du Sahel. En plus d'imposer une interprétation stricte de la charia, il joue le rôle de force de sécurité et de racket de protection.

Le groupe terroriste a été responsable pour des milliers de morts au cours des dernières années. En plus de la violence directe, le GSIM contrôle l'accès aux services de base, au capital et aux transports, « ce qui lui permet de faire pression dans les aspects fondamentaux de la vie quotidienne et peut conduire à la lente disparition des moyens de subsistance ressentie par tous les résidents », selon la chercheuse Tammy Palacios écrivant pour le New Lines Institute en 2024. « Ceci explique le succès du GSIM dans l'expansion de son contrôle. » Elle

note que le groupe a perturbé les déplacements des résidents et leur accès à la nourriture, à l'eau, aux communications cellulaires, à l'électricité et autres services.

« Le GSIM conduit des contrôles routiers dans les zones qu'il domine, écrit-elle. Les combattants du GSIM arrêtent les véhicules de tourisme, les camions commerciaux, les pick-ups transportant des articles et du bétail, et les autobus de transport. Les "impôts" sur de tels articles sont fréquents, tout comme le pillage direct. Le GSIM vend le bétail qu'il a volé ailleurs. Il a des tentacules dans presque tous les aspects de la société dans les zones qu'il contrôle. »

Au Nigeria et dans d'autres régions du Sahel, Boko Haram et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ont établi des formes de gouvernance fantôme en suivant des approches différentes, avec des succès variables. En son point culminant de 2014 et 2015, Boko Haram contrôlait une grande partie du Nord-Est du Nigeria, en y déclarant un califat. À l'époque, il imposait une interprétation rigide de la charia, percevait des impôts et offrait certains services de base dans des zones éloignées en échange d'un soutien.

Les chercheurs déclarent que la gouvernance de Boko Haram a été plus brutale que celle d'autres groupes terroristes, en s'appuyant fortement sur la peur et la violence. Dans un rapport de 2025, Modern Diplomacy déclare que, selon l'idéologie de Boko Haram, « le terrorisme est souvent justifié en utilisant la



Des femmes attendent de recevoir de la nourriture pendant ramadan au camp Mugunga pour déplacés internes dans la République démocratique du Congo. Le groupe rebelle M23 est la cause de leur déplacement.

rhétorique religieuse, bien que le groupe interprète mal les textes islamiques clés. »

« Des facteurs tels que la mauvaise éducation, la pauvreté, l'influence politique et les croyances erronées sont à l'origine de leurs actions violentes, selon le rapport. Les attaques de Boko Haram contre les mosquées et les églises, où beaucoup de gens ont été tués alors qu'ils priaient, montrent que leur motivation excède la religion pour satisfaire à leurs intérêts propres. »

Le gouvernement fantôme de Boko Haram consiste presque entièrement à supprimer, en offrant peu de services sociaux. Le groupe a détruit des centaines de cliniques de santé pendant son règne de terreur et sera à jamais associé à l'enlèvement de 276 lycéennes en 2014 dans la région de Chibok au Nigeria.

Au cours des dernières années, AQMI a conservé un profil bas en s'abstenant de mener des attaques terroristes, selon Critical Threats. Le Council on Foreign Relations déclare que l'idéologie AQMI « est un mélange de dogmes salafistes-djihadistes globaux et d'éléments à résonance régionale, notamment des références à l'ancienne conquête islamique du Maghreb et de la péninsule Ibérique ». Les analystes disent qu'il s'est concentré sur la formation d'alliances avec les communautés locales et l'exploitation des réseaux criminels. Ses tactiques incluent la fourniture



Des enfants sont assis dans le camp Muja pour personnes déplacées près de Goma, province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo.

d'une protection le long des routes commerciales illicites, son association avec des réseaux de contrebande et son offre d'encouragements financiers aux communautés.

En RDC, le groupe rebelle M23 a établi des administrations locales, perçu des impôts auprès des entreprises et des personnes, et fourni quelques services de base. Dans un rapport de 2024, des chercheurs ont conclu que le M23 souhaitait le pouvoir politique local à long terme dans l'Est de la RDC en tirant profit des disputes historiques liées à la terre, de la marginalisation politique et de la taxation illégale pour étendre et renforcer son autorité.

# *Le réseau d'espionnage* **DES CHEBABS**

PERSONNEL D'ADF

**Au** sein du groupe terroriste des Chebabs, un service secret appelé Amniyat suscite des craintes particulières en tant que force disciplinaire et agence d'espionnage.

Les Chebabs regroupent trois organismes de sécurité indépendants : Hesbat, Jabhat et Amniyat. Avec l'aide de sa police religieuse, Hesbat met en œuvre une version stricte de la charia dans les territoires contrôlés par les Chebabs. Jabhat se spécialise dans les communications, les explosifs, la logistique, la médecine et les médias. Il est chargé des opérations où participent les unités militaires, selon les chercheurs. Amniyat est l'unité de renseignement de facto, c'est-à-dire un réseau d'espions.

Hussein Sheikh-Ali, ex-conseiller à la sécurité du président somalien, déclare : « Amniyat représente les vaisseaux sanguins de l'organisation. Il est tout puissant. S'il était détruit, ce serait la fin des Chebabs. »

Les agents secrets se retrouvent de partout. Les chercheurs disent qu'Amniyat recrute des officiels locaux et gouvernementaux comme informateurs pour fournir des renseignements sur les attaques à Mogadiscio et dans d'autres régions du pays.

Les chercheurs Gábor Sinkó et János Besenyő ont écrit dans une étude de 2023 pour *Connections : The Quarterly Journal* : « C'est la branche la plus redoutée, intégrée et organisée des Chebabs. Il semble qu'il utilise les renseignements et le contre-espionnage pour fournir une analyse critique des vulnérabilités de leurs opposants. Le service secret recrute ses membres dans les rangs des combattants du groupe ; toutefois, le réservoir de recrutement le plus important est celui des résidents locaux qui sont contactés en fonction des recommandations offertes par des informateurs fiables et rémunérés. Bien qu'un nombre croissant de femmes y trouvent

des abris sûrs, relaient des messages et fournissent de la nourriture, la plupart de ces agents sont de jeunes hommes bien éduqués. »

La branche de renseignement possède entre 500 et 1.000 membres, selon les chercheurs. En plus des renseignements, elle gère les activités clandestines et planifie les attaques.

Le chercheur Bobby Payne écrit dans un rapport de 2024 pour la société de renseignement Grey Dynamics basée à Londres : « Comme de nombreuses organisations terroristes, les Chebabs engagent de fortes ressources pour la survie du groupe. C'est là que les opérations d'Amniyat sont vitales. Ses agents ont été chargé d'inspirer la peur auprès des membres des Chebabs par tous les moyens nécessaires. C'est une organisation omnisciente qui doit limiter les dissensions au sein du groupe et prévenir la pénétration par les organisations de renseignement d'état, en particulier [l'Agence nationale des renseignements et de la sécurité] de Somalie. »

Bobby Payne écrit que ses méthodes incluent l'emprisonnement, les assassinats et l'exécution des agents doubles potentiels et de ceux qui ne sont pas considérés comme complètement fidèles à la cause du groupe.

Amniyat est aussi chargé des finances des Chebabs, selon M. Payne.

« Ils obtiennent la plupart de leur financement grâce à la taxation des entreprises locales, écrit-il. En particulier les véhicules qui transportent des articles dans le territoire contrôlé par les Chebabs. Les habitants du Sud de la Somalie, contrôlé en grande mesure par les Chebabs, versent trois types d'impôts : les impôts des Chebabs, les impôts de l'État islamique et les impôts réguliers du gouvernement. De ce fait, les Chebabs perçoivent 15 millions de dollars par mois sous forme de taxes illégales. »

Les chercheurs Ken Matthysen et Peer Schouten écrivent dans le magazine *The Conversation Africa* : « La stratégie perturbatrice du M23 vise à remplacer les autorités congolaises et restructurer la gouvernance locale dans les zones de l'Est de la RD Congo qu'il contrôle. De nombreux Congolais à qui nous avons parlé comprennent que le but principal du M23 est de contrôler le pouvoir au niveau local, en déstabilisant les autorités existantes. »

Un aspect crucial de la gouvernance fantôme du M23 est son contrôle et son exploitation des ressources naturelles abondantes du pays, par exemple le minerai de fer, les diamants de haute qualité, l'or et le charbon.

Le M23 utilise ces ressources pour produire des revenus, créer des stimulants économiques pour le soutien local et établir des connexions internationales grâce aux réseaux commerciaux illégaux.

## **UNE MENACE RÉGIONALE**

La gouvernance fantôme employée par les groupes terroristes et rebelles d'Afrique menace non seulement les pays individuels mais aussi des régions entières. Une telle gouvernance met en péril la légitimité de l'État et peut donner le feu vert aux dirigeants des coups d'État qui promettent de reprendre le contrôle.



Des déplacés internes marchent vers le parc national des Virunga pour abattre des arbres en République démocratique du Congo.

La gouvernance fournie par les groupes terroristes signifie en général l'extorsion sans aucun bénéfice réel autre qu'une certaine protection : un racket qualifié souvent de mafia. Elle est caractérisée par la violence, le contrôle idéologique strict et l'exploitation des ressources locales. La durabilité à long terme de ces structures de gouvernance fantôme est douteuse, car elles affrontent des défis de la part des forces de l'État et des acteurs non étatiques qui leur font concurrence.

Le traitement de ce problème exige une approche multidimensionnelle qui transcende les solutions militaires. Le renforcement des institutions de l'État, le traitement des doléances sous-jacentes et la fourniture d'alternatives économiques viables sont des étapes cruciales pour saper l'attrait et l'efficacité de la gouvernance fantôme par les forces irrégulières. En Somalie, déclare la chercheuse Wendy Williams, le gouvernement doit stopper le flux de revenu des Chebabs en priorisant le professionnalisme des agences chargées des fonctions financières, judiciaires et de renseignement. Le cas des efforts de réconciliation du Mali avec les rebelles touaregs offre un modèle potentiel pour relever ces défis grâce à des moyens politiques plutôt que de compter uniquement sur la force militaire.

Alors que l'Afrique continue à affronter les défis de gouvernance et l'extrémisme violent, la conception et la gestion de la gouvernance fantôme par les acteurs non



Des soldats congolais montent la garde pendant la visite des officiels du ministère de la Défense en février 2025.

étatiques seront cruciales pour la stabilité et le développement. Lorsque les pays ont des difficultés pour coordonner les réponses militaires afin de prévenir les insurrections extrémistes, ils doivent agir rapidement pour traiter les lignes de clivage structurel et les vulnérabilités qui permettent aux groupes extrémistes violents de s'établir, y compris les questions difficiles du droit à la terre et de l'allocation des ressources naturelles.

Anouar Boukhars du CESA écrit en 2023 : « Que ce soit au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana ou au Togo, les relations internes et externes des communautés rurales sont fragiles, tout comme les relations entre les citoyens et les autorités locales, les forces de sécurité et les groupes d'autodéfense. Il est donc crucial que les états redoublent d'effort pour gérer les différends au niveau communautaire, renforcer les mécanismes de résolution des conflits locaux et superviser les groupes locaux d'autodéfense. »

En démontrant qu'elles peuvent fournir efficacement les services, la sécurité et la justice, les nations africaines peuvent rendre plus difficile la subversion des gouvernements légitimes par les groupes terroristes et rebelles. □

# UN BASTION CONTRE L'EXTREMISME

**Les pays du littoral priorisent  
la sécurité et les services  
humains pour stopper l'avancée  
des terroristes**





L'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de la Côte d'Ivoire à Jacqueville entraîne les forces du contre-terrorisme de la région.

AFP/GETTY IMAGES

#### PERSONNEL D'ADF

**L**a terreur est arrivée au Bénin en 2019. Des extrémistes basés au Sahel ont surgi du parc national de la Pendjari et enlevé deux touristes français et leur guide. Depuis lors, une vague d'incursions déferle sur le pays et s'intensifie chaque année.

Le Bénin a déployé 3.000 soldats au Nord du pays dans le cadre de l'opération Mirador pour empêcher les attaques des militants contre les civils, les forces de sécurité et les gardes forestiers dans le complexe W-Arly-Pendjari (WAP), qui inclut des territoires du Bénin, du Burkina Faso et du Niger. Les militants basés au Sahel ont intensifié leurs attaques contre le Bénin et le Togo et ont avancé insidieusement vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie et le Sénégal.

« Le nombre annuel d'événements violents liés aux groupes islamistes militants dans les pays du littoral d'Afrique de l'Ouest et à moins de 50 km des frontières du Sahel a augmenté de plus de 250 % au cours des deux dernières années, en dépassant 450 incidents », selon les chercheurs Daniel Eizenga et Amandine Gnanguènon, dans un rapport de juillet 2024 pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

◀ Un garde forestier au parc national de la Pendjari (Bénin). Le complexe de parcs est devenu un refuge pour les extrémistes violents qui se propagent au Bénin depuis les pays du Sahel.

AFP/GETTY IMAGES

Cette tendance meurtrière a continué le 8 janvier 2025 lorsque les militants ont attaqué les forces de l'opération Mirador, en tuant 28 soldats dans l'Alibori, un département en bordure du Burkina Faso, du Niger et du Nigeria.

« Nous avons reçu un coup très dur », déclare à la BBC le colonel béninois Faizou Gomina, chef d'état-major de la Garde nationale. Il dit que le poste attaqué était « l'un des plus forts et des plus militarisés » et demande aux commandants de renforcer les opérations pour prévenir d'autres attaques. L'association extrémiste du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) liée à Al-Qaïda a revendiqué la responsabilité. Une source militaire a déclaré à l'Agence France-Presse que les soldats avaient riposté, en tuant 40 militants.

« Réveillez-vous, officiers et chefs de section. Nous avons des batailles à gagner », a déclaré le colonel Gomina.

#### UNE MENACE CROISSANTE

Les chefs terroristes se sont réunis dans la région centrale du Mali en février 2020 pour discuter de leur expansion vers le golfe de Guinée, principalement à travers le Bénin et la Côte d'Ivoire, et des attaques contre les bases militaires de ces pays.

Les responsables français de la sécurité ont déclaré que la réunion avait regroupé des chefs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, d'Ansar Dine, du GSIM et du Front de libération du Macina.



Les forces spéciales ivoiriennes participent à l'exercice Flintlock en mars 2023.

AFP/GETTY IMAGES

Depuis lors, la sécurité s'est considérablement dégradée au Sahel. Une série de coups d'État dans les pays sahéliens du Burkina Faso, du Mali et du Niger, le renvoi des forces de sécurité occidentales et la trop grande dépendance sur les tactiques brutales des mercenaires russes ont tous conduit à l'aggravation de la situation sécuritaire. Le nombre d'attaques et de morts a augmenté régulièrement. Les pays du littoral constatent que la sécurité de leur frontière se détériore, malgré des efforts pour la renforcer.

Les chercheurs Eizenga et Gnanguènon écrivent pour le CESA : « L'expansion rapide vers l'Ouest et le Sud de la violence islamiste militante au Mali, au Burkina Faso et au Niger au cours des dernières années a provoqué une augmentation dramatique du nombre d'événements violents aux frontières des pays du littoral d'Afrique de l'Ouest et au-delà, de la Mauritanie au Nigeria. Alors que l'attention s'est surtout concentrée sur le Bénin et le Togo, on a enregistré deux douzaines d'incidents extrémistes violents au Mali à moins de 50 km des frontières de la Mauritanie, du Sénégal et de la Guinée, dans des régions où, jusqu'à récemment, il y avait eu peu d'activité, ou il n'y en avait pas eu du tout. »

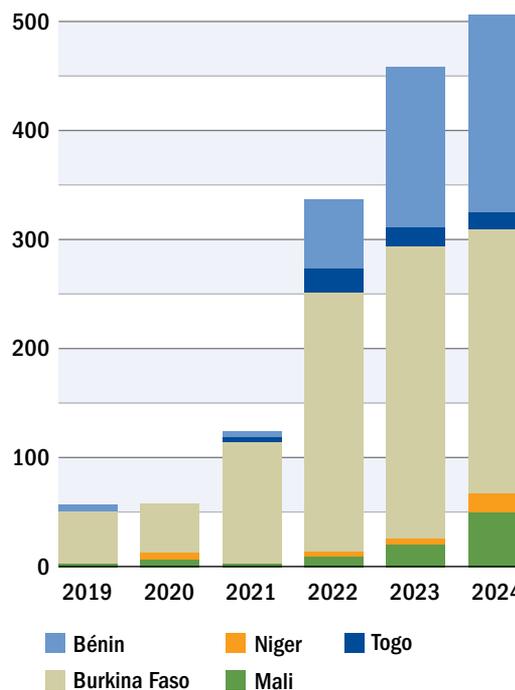
### DES ZONES PRÉOCCUPANTES

La région où le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali ont une frontière commune est l'un des deux points sensibles. Le Burkina Faso et le Mali dépendent du port d'Abidjan pour un pourcentage important de leurs importations. Le Burkina Faso envoie plus de la moitié de ses exportations par Abidjan, selon le CESA.

La route a aussi une grande quantité de mines d'or artisanales. Les mines, les routes commerciales et les réseaux de trafic offrent des cibles attrayantes pour les extrémistes.

Le complexe WAP transnational d'une superficie de 26.361 km carrés présente une deuxième source de péril

### Événements islamistes militants violents dans les pays du littoral et à moins de 50 km de leurs frontières



Source des données : Projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data)

Remarque : La Côte d'Ivoire a recensé un total de 18 événements violents et la Mauritanie un total de 4 depuis 2019.

pour les pays du littoral, en particulier le Bénin et le Togo. Les militants affiliés au GSIM infestent le complexe depuis 2018, selon le CESA. L'État islamique dans le Grand Sahara a infiltré le parc du côté nigérien.

Les extrémistes se sont alliés aux contrebandiers régionaux qui trafiquent des cigarettes, des médicaments contrefaits et des produits, du carburant, de l'or et des

# Complexe WAP



ILLUSTRATION ADF ADAPTÉE D'UNE CARTE DE GREGOR ROM

fusils à travers les parcs, selon le rapport du CESA.

Plusieurs couloirs économiques majeurs traversent le complexe WAP, notamment les routes Ouagadougou-Lomé, Niamey-Lomé, Niamey-Cotonou, Ouagadougou-Accra et Niamey-Ouagadougou. Environ les deux tiers des importations du Burkina Faso entrent au Bénin par ces couloirs. Le couloir Niamey-Cotonou est traversé par plus de la moitié des échanges commerciaux du Niger, selon le CESA. Les militants menacent toutes ces routes.

## DES EFFORTS NATIONAUX

Parmi ces menaces, les pays du littoral ont pris des mesures pour protéger leur souveraineté et empêcher leurs citoyens vulnérables de succomber au chant des sirènes extrémistes.

Voici quelques-uns de ces efforts :

Le **Bénin** affronte certaines menaces parmi les plus persistantes, comme le souligne l'attaque de janvier 2025. La création de l'Agence béninoise pour la gestion intégrée des zones frontalières combine la sécurité et le



Des villageois de Kwatcha pêchent sur le fleuve Niger près de Gaya, à la frontière entre le Niger et le Bénin.

AFP/GETTY IMAGES



Un soldat ivoirien assure la sécurité à Tougbo, où le gouvernement a lancé un plan d'assistance aux jeunes. AFP/GETTY IMAGES

développement dans les zones vulnérables.

Les autorités béninoises ont aussi conclu un accord avec le Niger vers la mi-2022 pour combattre l'extrémisme le long de leur frontière commune. Toutefois, un an plus tard, une junte a renversé le gouvernement démocratiquement élu du Niger et a mis fin à l'accord. Les discussions concernant un plan de sécurité et de gestion unifié pour le complexe WAP ont aussi été suspendues.

Entre 2021 et 2023, le Bénin a investi 130 millions de dollars dans ses forces de sécurité, y compris un avant-poste de renseignement dans le parc national de la Pendjari et huit bases militaires stratégiquement

positionnées dans les parcs, selon le magazine New Lines.

L'une de ces bases à Kourou-Koalou est située à l'endroit où le Bénin, le Burkina Faso et le Togo convergent. Elle est équipée d'une artillerie lourde et de chars d'assaut, selon le reportage de New Lines. Le contingent de 3.000 soldats de Mirador est soutenu par des effectifs additionnels de 4.000 qui sont sujets à des rotations saisonnières, selon le CESA. D'autres forces locales s'élevant à 1.000 personnes aident à obtenir des renseignements. Ils travaillent tous avec African Parks, groupe de conservation basé en Afrique du Sud qui gère le côté béninois du parc de la Pendjari et les réserves forestières.

La Côte d'Ivoire a répondu à la menace des attaques transfrontalières en fortifiant sa présence sécuritaire régionale et en investissant dans des programmes socio-économiques. En 2022, le gouvernement a lancé le programme pour combattre la fragilité dans les zones frontalières du Nord. Il combine une présence militaire renforcée avec des investissements en infrastructure et des programmes sociaux orientés vers les jeunes.

L'objectif est de donner aux jeunes de six régions du Nord les outils nécessaires pour résister à l'attrait des extrémistes. Par exemple, le programme a versé à Samuel Yéo, éleveur de porcs à Ouaragnéné, un million de FCFA, ce qui l'a aidé à plus que tripler le nombre de ses animaux, pour atteindre un total de 70. À un certain moment, il vendait une dizaine d'animaux entre 150.000 et 200.000 FCFA chaque mois et il a ouvert deux petits espaces gastronomiques où il vend la viande de porc mijotée.

Moins d'un an après son lancement, le programme avait soutenu 23.892 personnes, selon un rapport du gouvernement. L'effort a aidé plus de 30.000 bénéficiaires

Un homme franchit la frontière entre le Burkina Faso et le Nord du Ghana. Les pays du littoral ont été placés en première ligne de la guerre contre les djihadistes du Sahel. AFP/GETTY IMAGES



en 2023. Le programme se concentre sur les efforts à main d'œuvre intensive, la formation, la production de revenus, les micro- et petites entreprises, les subsides aux ouvriers du secteur informel, le bénévolat et les associations d'épargne et de crédit des villages.

Le programme de la Côte d'Ivoire est considéré comme un succès et les opérations militaires collaboratives entre les forces ivoiriennes et burkinabés en 2020 et 2021 ont assuré « une meilleure sécurité, communication et coordination transfrontalières », écrivent les chercheurs Eizenga and Gnanguênon. Mais la coopération a chuté après les coups d'État au Burkina Faso.

Le Togo a lancé le programme d'urgence pour la région des Savanes afin de développer la résilience dans le Nord. Entre 2021 et 2023, les autorités ont construit une centrale électrique solaire de 25 mégawatts à Dapaong qui a permis d'électrifier 15.000 foyers supplémentaires, soit une augmentation régionale de 29 à 42 %, selon le reportage du site web Togo First de janvier 2025. Environ 80.000 personnes ont gagné un accès à l'eau potable, représentant une augmentation de 64 à 73,5 %

Plus de 1.000 hectares ont été développés et l'arrivée du matériel moderne a amélioré la productivité et la compétitivité des cultivateurs locaux.

Un programme de 18 mois visant à renforcer la résilience contre l'extrémisme violent dans la région des Savanes a été lancé en janvier 2024 avec un financement de 5 millions d'euros de l'Union européenne. Le premier des deux projets couvrira sept préfectures et aidera dix organisations locales à lancer des micro-projets pour améliorer la situation de l'emploi, selon le reportage de Togo First.

Le deuxième projet vise deux préfectures de la région Centrale. Il distribuera un équipement clinique et scolaire à 10.000 personnes, soutiendra financièrement 4.000 femmes et renforcera les aptitudes de prévention des conflits de 2.000 personnes, y compris les autorités locales. Il fournira des subventions à 100 jeunes entrepreneurs.

## MIEUX ENSEMBLE

Bien que les pays aient œuvré individuellement pour combattre la menace extrémiste, les chercheurs Eizenga and Gnanguênon déclarent qu'une coordination régionale améliorée est requise. Ils énumèrent plusieurs recommandations pour aider les pays du littoral :

**Demander aux forces de sécurité d'établir des rapports avec les civils :** Les soldats, les policiers et les douaniers ne peuvent pas simplement être présents dans les régions frontalières. Ils doivent gagner la confiance des résidents et respecter leurs biens. Le personnel de sécurité devra apprendre à atténuer les préjugés et travailler avec les communautés. Les tactiques à la main lourde peuvent détruire la confiance difficilement gagnée. Le Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan du Ghana et l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de Côte d'Ivoire peuvent aider.

**Renforcer le développement dans les zones vulnérables :** Ceci se produit déjà, et son succès démontre que

les efforts doivent excéder les approches militaires. Les pays qui ont du succès dans ces efforts pourraient aider à établir des « échanges de développement » régionaux.

**Établir une stratégie régionale concernant les risques du complexe WAP :** Le Bénin, le Ghana, le Nigeria et le Togo devraient coordonner leurs politiques existantes pour les territoires frontaliers et les espaces protégés. Les pays doivent évaluer les opérations de sécurité en fonction des efforts de préservation et de protection des moyens de subsistance des communautés.



Myriam Dossou D'Almeida, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Togo, présente des trousseaux à outils, des machines à coudre et d'autres articles à 160 jeunes artisans dans le cadre du programme d'urgence pour la région des Savanes en 2023. MYRIAM DOSSOU D'ALMEIDA

**Rationaliser le partage des renseignements :** Les pays devraient maintenir des filières ouvertes pour que les forces de sécurité puissent échanger les informations lorsque les extrémistes sont en marche. Les évaluations pourraient être combinées aux informations du réseau d'alerte précoce de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

**Adopter une stratégie de stabilisation multi-dimensionnelle :** Le premier niveau pourrait inclure le renforcement de la résilience des communautés contre les influences extrémistes. Deuxièmement, les gouvernements devraient soutenir les intérêts socio-économiques dans les régions vulnérables. La coordination et le soutien de l'Initiative d'Accra, effort coopératif d'Afrique de l'Ouest visant à atténuer la propagation du terrorisme sahélien, et l'aide politique et financière de la CEDEAO complètent les recommandations.

L'ascension des juntes du Sahel a encouragé les pays du littoral à renforcer leur coopération pour relever le défi extrémiste, écrivent les chercheurs Eizenga et Gnanguênon. « L'amélioration de la cohésion, la coordination et l'ampleur de ces efforts sur le littoral ouest-africain pour atténuer les menaces peut éviter un impact régional beaucoup plus grand et plus coûteux. » □



# Avec la montée des eaux, **LES FORCES ARMÉES PASSENT À L'ACTION**

PERSONNEL D'ADF | PHOTO PAR AFP/GETTY IMAGES



**Un** navire de la Force multinationale mixte transporte les gens vers un lieu sûr après des inondations dévastatrices à Maiduguri (Nigeria) en septembre 2024. Le Nigeria n'est pas le seul pays dont l'armée a répondu aux inondations destructrices en 2004. Les Forces de défense du Kenya ont été déployées en avril pour secourir ceux affectés par les fortes pluies. Environ 300 soldats de la Force de défense du peuple ougandais ont aidé à rechercher et évacuer les gens du district de Bulambuli après le glissement de terrain de novembre qui avait tué au moins 28 personnes. Des précipitations record ont affecté 27 pays africains pendant l'année en tuant 2.500 personnes, forçant le

déplacement de 4 millions, inondant les terres arables et provoquant la mort de centaines de milliers de têtes de bétail, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Dix millions d'enfants en République démocratique du Congo, au Mali, au Niger et au Nigeria n'ont pas pu se rendre dans les écoles qui étaient inondées ou utilisées comme abris temporaires. L'inondation peut conduire à de sérieuses préoccupations sécuritaires lorsque l'infrastructure critique est endommagée ou détruite, les maladies liées à l'eau ou à des vecteurs tels que le choléra ou le paludisme s'intensifient, et les personnes déplacées perturbent les autres communautés. L'inondation souligne la nécessité pour les forces armées africaines de disposer de capacités de réponse aux catastrophes.

---

# LES FORCES DES OPÉRATIONS SPÉCIALES SE TOURNENT VERS L'AVENIR

---

COMMANDANT SETH ANTHONY DZAKPASU, FORCES ARMÉES DU GHANA | PHOTOS PAR REUTERS

---



## Après vingt années de Flintlock, les Forces spéciales africaines devraient standardiser leur doctrine pour contrer les menaces communes

**A**lors que la menace de l'extrémisme violent s'intensifiait au Sahel et en Afrique de l'Ouest en 2005, l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique parrainait un nouvel exercice. Il était conçu pour faire face directement à la menace en réunissant les forces des opérations spéciales (SOF) de la région et en les associant aux alliés d'Europe et d'Amérique du Nord.

Après ce premier exercice, qui incluait 7 pays africains et plus de 700 soldats, Flintlock s'est concentré sur les unités des opérations spéciales et l'entraînement au niveau opérationnel pour les SOF. Ces opérateurs sont parmi les meilleurs des meilleurs dans chaque pays. Ils sont en général les premiers à être envoyés pour des missions délicates telles que le sauvetage des otages ou la neutralisation des cibles terroristes de grande valeur.

Les unités SOF en Afrique ont beaucoup de traits communs mais avant Flintlock elles s'entraînaient rarement ensemble. Les obstacles de la langue, de la doctrine, du matériel et des politiques nationales conduisaient à des SOF insulaires dans lesquelles les opérateurs ne coordonnaient pas leurs efforts et les chefs partageaient rarement les renseignements ou les meilleures pratiques. Les groupes extrémistes tiraient souvent profit de ces divisions en recherchant des zones faibles et non gouvernées pour établir des bases, recruter et agir avec impunité au-delà des frontières.

L'objectif de Flintlock était simple : aider les pays participants à combattre les organisations



**À gauche :** Les forces des opérations spéciales conduisent une descente simulée contre un camp de militants pendant l'exercice Flintlock.

**À droite :** Le personnel militaire ghanéen s'entraîne pendant Flintlock, exercice annuel d'entraînement de contre-terrorisme.



Le personnel militaire ghanéen conduit un entraînement pendant l'exercice Flintlock à Sogakope (Ghana).

extrémistes violentes, collaborer à travers les frontières et assurer la sécurité pour leurs habitants tout en respectant les droits de l'homme et développant la confiance des populations civiles.

Au moment de son vingtième anniversaire, il est approprié d'évaluer le dossier pour déterminer la direction future de Flintlock.

### La croissance et l'opportunité de combler les lacunes

Dans son format actuel, Flintlock est le plus grand déploiement des SOF partenaires en Afrique, et sans doute dans le monde. Annuellement, plus de 1.300 agents originaires de 30 pays africains et partenaires internationaux sont déployés pour améliorer la coopération et l'interopérabilité, et nouer des partenariats durables qui rapportent des dividendes en termes de vies sauvées. Au cours de ses 20 années, il a accru son échelle et sa portée tout en identifiant plusieurs lacunes critiques d'entraînement, des disparités dans les capacités des SOF, et des opportunités pour améliorer la coopération et l'interopérabilité entre les partenaires africains et internationaux.

Le défi le plus flagrant et urgent des SOF pourrait bien être aussi leur opportunité la plus percutante : le développement des concepts et doctrines standardisés. Pour être efficaces et acceptées universellement, les doctrines doivent être développées par, avec et à travers les SOF africaines. Comme vecteur principal de collaboration en matière de contre-terrorisme en Afrique de l'Ouest et du Nord, Flintlock est idéalement placé pour soutenir le développement d'une doctrine africaine des SOF.

En tant que participant et planificateur de l'exercice, je voudrais me rallier à ceux qui demandent le développement d'une doctrine et d'un concept des SOF en Afrique. Le moment est venu. Alors que les groupes

terroristes cherchent à se propager et les alliances régionales du Sahel se fractionnent ou sont menacées, je pense que la coopération des SOF est aujourd'hui plus importante que jamais.

### Pour les SOF, le mieux pourrait être plus petit

Dans Flintlock, le concept et la doctrine des SOF sont axés sur l'ouvrage séminal de l'amiral William McRaven de la Marine américaine (à la retraite), qui a proposé la théorie de la « supériorité relative ». Dans son livre intitulé « Spec Ops. », il a tiré les leçons des conflits remontant à la Seconde Guerre mondiale pour décrire les idées fondatrices des SOF. Dans la guerre conventionnelle, une force qui défend une position est intrinsèquement plus forte qu'une force d'attaque. Ceci conduit au besoin conventionnel d'avoir une force d'attaque qui soit le triple de la force de défense. Mais dans les SOF, cette sagesse traditionnelle est inversée. Les petites unités SOF peuvent avoir des capacités non conventionnelles et extraordinaires. En examinant les opérations depuis la descente d'un commando britannique sur Saint-Nazaire (France) en 1942 jusqu'au sauvetage des otages à l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) par les Israéliens en 1976, l'amiral McRaven démontre le pouvoir de ces petites unités d'élite. Il écrit que les SOF sont gagnantes lorsqu'elles ont un « plan simple, soigneusement dissimulé, réalistiquement répété et exécuté avec surprise, rapidité et détermination ». Ce concept indique que les SOF devraient avoir des éléments exécutifs ou des unités opérationnelles plus petits comparé aux unités conventionnelles.

### Des variations dans les concepts et la doctrine des SOF en Afrique

Les forces armées africaines incluent souvent des structures indigènes qui précèdent l'ère moderne et l'héritage des structures coloniales. Les unités militaires d'élite



en Afrique de l'Ouest et du Nord se présentent sous la forme d'organisations de commandos, gardes forestiers, plongeurs et groupes paramilitaires. Toutefois, ces types d'organisations militaires sont intrinsèquement différents des unités SOF doctrinales exécutant des missions SOF. Dans un pays, une unité d'élite pourrait conduire des opérations de contre-insurrection ou combattre le banditisme. Dans un autre, elle pourrait être chargée de protéger l'infrastructure nationale critique ou les ressources nationales.

Souvent pendant Flintlock, il existe des indications selon lesquelles certains pays africains entrecroisent les concepts conventionnels et d'élite avec ceux des SOF. Les unités opérationnelles des nations africaines ont des tailles différentes. Certaines ont la taille des unités conventionnelles, ce qui rend difficile d'obtenir la vitesse, la sécurité et la surprise nécessaires, qui sont vitales pour les missions des SOF. Il existe des défis au niveau de l'interopérabilité et des tactiques lorsque les pays ayant de petites unités SOF travaillent avec les pays ayant des unités de taille conventionnelle. Certaines nations participant à Flintlock pourraient utiliser des unités plus larges à cause des défis uniques liés aux opérations dans leur contexte et leur terrain national. Un examen du concept opérationnel des SOF africaines, basé sur la compréhension des concepts et de la doctrine établis pour harmoniser les tailles des unités opérationnelles, pourrait surmonter ces défis.

### **Maîtriser la puissance des SOF**

Les SOF peuvent être employées comme un instrument de la puissance nationale, ce que l'on appelle parfois la puissance des SOF. La puissance des SOF exemplifie la capacité d'une petite force militaire qui exerce une

influence démesurée dans les environnements politiquement et militairement sensibles, mais à un coût moindre pour l'État. Nous l'avons constaté dans des lieux tels que le Mali où des SOF tchadiennes ont reconquis un territoire saisi par les extrémistes, et au Nigeria où des unités SOF ont secouru des otages détenus par Boko Haram. Même dans le golfe de Guinée, de petites unités de commando ont libéré des marins capturés par les pirates et aidé à sécuriser les routes commerciales.

Le niveau de développement et le contexte des pays africains affectent l'emploi de la puissance des SOF dans la stratégie nationale. La puissance économique d'un état affecte les ressources militaires et l'équipement à la disposition des SOF. Les avancées technologiques et la croissance des industries militaires influencent le développement du matériel et de l'armement de niche et leur maintenance. Les concepts et la doctrine des SOF et leur emploi doivent refléter le fait que les pays africains n'ont pas le niveau de ressources de beaucoup de pays occidentaux. Les SOF en Afrique n'auront pas le même focus sur la technologie et les ressources de soutien. Toutefois, bien que des lacunes puissent exister dans les capacités technologiques, l'expérience des agents africains et leur capacité de navigation dans un environnement, un terrain et des réseaux de menace uniquement difficiles leur donne un avantage sur les forces qui comptent fortement sur la technologie. Comme le déclarent souvent les agents SOF expérimentés : « Les êtres humains sont plus importants que le matériel. » Une doctrine africaine des SOF doit refléter cette réalité.

### **L'élargissement des objectifs**

Flintlock a offert d'énormes avantages de sensibilisation sur l'importance des SOF dans les opérations

de contre-terrorisme et dans le contexte plus large de la réponse aux crises. Les effets ont des aspects politiques, économiques et sociaux pour les pays grâce aux engagements avec les chefs de haut rang, l'intégration inter-agences, les programmes locaux d'action civilo-militaire, les projets de développement, les messages au public et les opérations d'information. Chaque nouveau Flintlock inclut des événements tels que les programmes d'assistance médicale ou des programmes vétérinaires qui touchent des milliers de personnes. Ceci s'est développé au fil des ans, tout comme la reconnaissance du fait qu'il n'existe pas de solution uniquement militaire à l'extrémisme violent. Le problème doit être affronté de façon holistique en faisant face aux causes fondamentales du fléau et en

gagnant les cœurs et les esprits de ceux qui sont les plus proches de la violence.

L'exercice a élargi ses objectifs non seulement en vainquant les réseaux des organisations terroristes et extrémistes violentes, mais aussi en aidant les SOF à gagner la confiance des résidents locaux grâce à l'adhésion démontrée à l'État de droit et aux structures légales applicables qui soutiennent les autorités civiles. Lorsque les communautés voient de près le personnel des SOF, elles ont tendance à être rassurées qu'ils sont des professionnels dignes de confiance. De nombreux pays ont des héritages complexes à surmonter et le but pour les civils consiste à comprendre que, en cas d'urgence, ils pourront courir vers leurs forces armées plutôt que de s'en éloigner.



Des soldats tchadiens se préparent à une session d'entraînement pendant l'exercice Flintlock.

### La modélisation d'une stratégie

L'approche au développement des concepts et de la doctrine des SOF en Afrique doit être inclusive et exhaustive. Ce n'est pas une entreprise facile. Le développement d'un langage commun de concept et de doctrine pour les SOF africaines présentera des défis, mais ces défis sont dépassés de loin par les défis du monde réel auxquels fait face l'Afrique du Nord et de l'Ouest à cause de l'extrémisme violent. En 2024, on a recensé 10.400 décès liés à la violence islamique militante au Sahel, ce qui en fait la région du monde qui est la plus affectée par la terreur. Il n'y a pas de temps à perdre pour affronter cette menace.

Le développement d'une structure conjointe pour les SOF en Afrique est vital pour riposter aux menaces actuelles, car plusieurs décennies d'expérience montrent



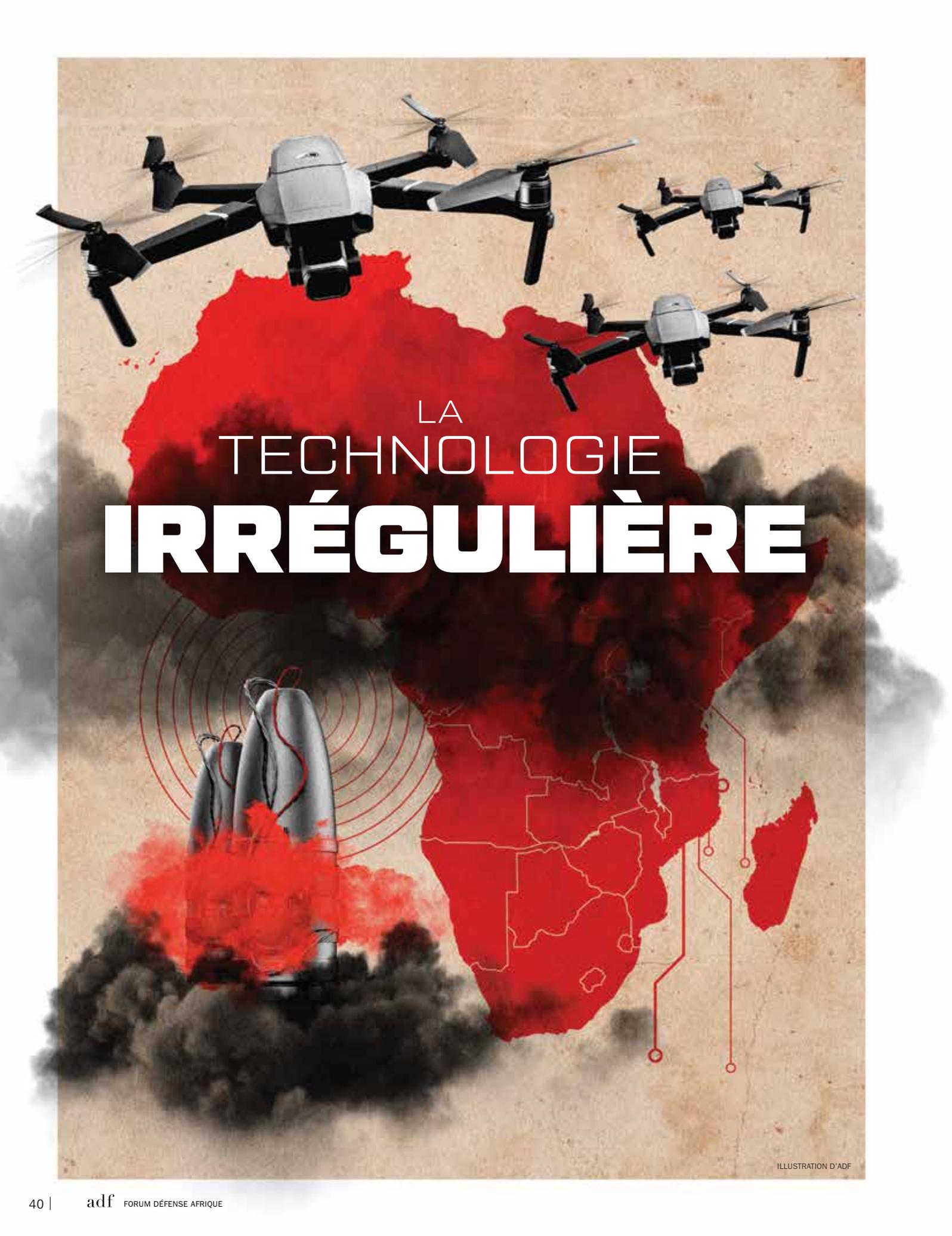
que les acteurs malveillants ne respectent pas les frontières géographiques et n'y adhèrent pas. Comme le déclare le contre-amiral Ronald Foy, commandant de l'état-major des opérations spéciales des États-Unis pour l'Afrique : « Aucun pays ne peut affronter ou résoudre ces défis à lui seul. » Ceci souligne non seulement l'importance des concepts et de la doctrine communs aux SOF en Afrique, mais montre aussi que nous devons affronter les menaces d'aujourd'hui et nous préparer aux défis de demain.

Flintlock a subi une très forte évolution en termes d'objectifs et de livraison au cours des vingt dernières années. Ce qui avait été initialement conçu comme un modèle d'échange combiné/conjoint pour l'entraînement hiérarchique et multilatéral, avec les forces internationales assurant la formation et les SOF africaines recevant cette dernière, continue à se transformer en événement d'entraînement mutuel plus bénéfique et collaboratif. Il est vital que toutes les parties continuent à bien comprendre la structure des unités SOF formées en réunissant des informations sur leur fonctionnement interne. De plus amples discussions avec le leadership des SOF africaines sont nécessaires pour faire avancer la lutte contre une menace commune. Une méthodologie utile serait une approche systémique qui exigerait des engagements extensifs avec les SOF et d'autres agences subrégionales et les partenaires occidentaux. Lorsqu'elle est menée correctement, l'approche systémique intègre la formation dans le cadre de l'ensemble du système plutôt que dans une activité ponctuelle annuelle.

### La route du progrès

Des concepts et une doctrine généralisés pour les SOF en Afrique, développés par les SOF africaines, offrent d'excellentes opportunités pour un effort de contre-terrorisme plus robuste et durable. Bien que les auspices de Flintlock fournissent l'opportunité d'utiliser la doctrine des SOF de l'OTAN pour bâtir une vraie interopérabilité, les concepts utilisés et la doctrine employée doivent être développés et codifiés par, avec et à travers les SOF africaines. Cette approche de développement des concepts et de la doctrine SOF axée sur l'Afrique pourrait sembler laborieuse et fastidieuse mais elle offre un moyen efficace de faire face aux menaces complexes de la région. Ces menaces sont une série de problèmes holistiques qui exigent une solution holistique. La première étape pour affronter ce problème pourrait simplement être le développement, la formulation et l'emploi des concepts et de la doctrine, menés par les SOF en Afrique, et endoctrinés par les SOF en Afrique. C'est le défi affronté par la communauté des SOF et par Flintlock, en s'appuyant sur vingt années de succès, pour offrir les outils, les relations de travail et l'infrastructure requis. □

**Au sujet de l'auteur :** Le commandant Dzakpasu est le chef de l'escadre des bateaux spéciaux du Ghana. Ses postes antérieurs incluent commandant des opérations de l'état-major des rivières, officier d'état-major au quartier général de la Marine ghanéenne au Camp Burma, et commandant des navires Blika et Garinga de la Marine ghanéenne. Il détient des maîtrises en affaires maritimes de la World Maritime University de Suède et en défense et politique internationale du collège de commandement et d'état-major des Forces armées du Ghana.



LA  
TECHNOLOGIE  
**IRRÉGULIÈRE**

ILLUSTRATION D'ADF

# LES PAYS SE GAVENT DE TECHNOLOGIE POUR VAINCRE LES INSURGÉS MAIS LEURS ADVERSAIRES S'ADAPTENT RAPIDEMENT

PERSONNEL D'ADF

**L'**attaque de l'État islamique (Daech) contre les Forces de défense du Pount au début 2025 représente une évolution cruciale des tactiques et de la technologie comparé aux attaques précédentes. Celles-ci avaient été exécutées avec des engins explosifs improvisés, mais les deux assauts de janvier ont employé des drones aériens.

Ils marquent la première fois que Daech utilise avec succès des drones en Somalie contre des forces gouvernementales, lesquelles essayaient de chasser le groupe de la chaîne de montagnes Cal Miskaat. Les attaques par drone du 20 et du 23 janvier ont ciblé la base des Forces de défense du Pount et de la Force de police maritime du Pount à Buuraha Cal Miskaat ; elles ont tué deux soldats au moins, et d'autres ont été blessés.

L'attaque contre les forces du Pount s'est produite une semaine environ après un assaut pendant l'opération Lightning, lorsque les forces gouvernementales ont tué 26 terroristes et abattu neuf drones. Certains de ces drones étaient utilisés à des fins de surveillance alors que d'autres étaient équipés d'explosifs.

Les images affichées sur les réseaux sociaux par le ministère de la Défense de Somalie montrent que les drones abattus de Daech étaient du type quadrirotor, peu coûteux et disponibles sur le marché, qui ont permis aux groupes terroristes d'obtenir une puissance aérienne sur le continent.

Depuis les montagnes du Nord de la Somalie jusqu'aux plaines arides du Mali et aux forêts du Nord du Mozambique, les groupes terroristes tels que la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (PAOEI), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et les Chebabs de la province du Cabo Delgado au Mozambique ajoutent des drones à leur arsenal.

Au début, les terroristes employaient les drones surtout à des fins de surveillance et de collecte de renseignements. Certains groupes les ont utilisés pour filmer des batailles, en ajoutant les films obtenus aux vidéos de propagande en ligne. Plus récemment, les terroristes ont commencé à équiper les drones avec des explosifs simples et de les utiliser contre les forces gouvernementales.

Combinés aux réseaux sociaux, aux engins explosifs improvisés (EEI) et à d'autres techniques de guerre irrégulière, les drones sont devenus un multiplicateur de force crucial pour les terroristes contre les forces gouvernementales mieux armées et équipées.

Pour les pays africains qui confrontent les groupes terroristes, les experts déclarent que l'adoption rapide et généralisée des drones par les terroristes offre une leçon précieuse sur la guerre irrégulière. La technologie peut

créer un avantage à court terme pour les forces armées mais les insurgés se mettent à niveau en adoptant leurs propres tactiques irrégulières.

L'expert de la guerre irrégulière et analyste de la sécurité nationale Salvador Artiaga déclare à ADF : « Nous avons tendance à croire que le nouveau jouet va résoudre tous les problèmes. Ce que nous constatons dans des lieux différents, c'est que celui qui a les plus grosses armes ou la toute dernière technologie n'est pas toujours vainqueur. »



Les extrémistes du Sahel ont contrecarré l'emploi de la technologie coûteuse des drones par les gouvernements en se tournant vers les quadrirotors peu coûteux en vente libre qui peuvent être transformés en armes. GETTY IMAGES

## LES ADVERSAIRES S'ADAPTENT

L'emploi des drones et d'autres technologies peut offrir aux forces armées un avantage éphémère, mais les insurgés s'adaptent rapidement.

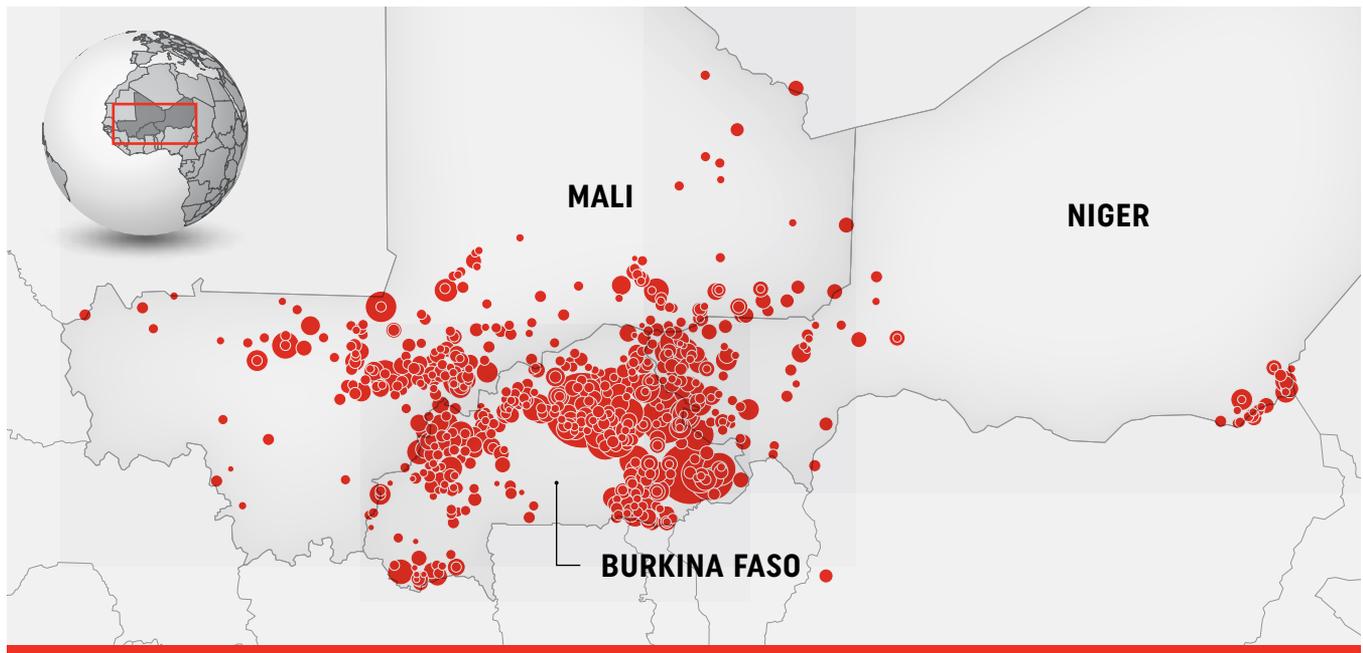
« Il ne s'agit pas toujours de celui qui progresse. Il s'agit toujours de celui qui s'adapte le mieux », déclare M. Artiaga.

Les insurgés sahéliens ont dit au quotidien français Le Monde qu'au début, les attaques par drones les avaient pris par surprise, mais ils ont rapidement appris à identifier leur bourdonnement, à se dissimuler et à éviter de se mettre en groupes. Les insurgés développent leurs propres entrepôts de drones et les modifient pour la guerre irrégulière.

Selon l'analyste Francis Okpaleke, plusieurs facteurs contribuent à l'emploi et la propagation des drones parmi les extrémistes du Sahel : accessibilité commerciale, faible coût, frontières poreuses, utilité technique et propagande.

Le Dr Okpaleke écrit dans une analyse de 2024 pour le Global Network on Extremism & Technology : « La prolifération des drones parmi les VNSA [acteurs non étatiques violents] introduit une nouvelle dimension dans les efforts

## LA VIOLENCE DJIHADISTE AU SAHEL : 2024



Source : Reuters

de contre-terrorisme, qui pourrait faire évoluer l'équilibre des forces en faveur de ces groupes. »

Bien que la génération précédente d'insurgés ait employé des téléphones portables pour faire détoner les EEI, les insurgés d'aujourd'hui peuvent attacher un explosif à un quadrirotor en vente libre pour créer une bombe volante qui peut être employée contre des cibles militaires.

M. Artiaga écrit pour l'Irregular Warfare Institute : « Les insurgés peuvent faire quoi que ce soit et il n'y a rien qui puisse vraiment les préoccuper. Dans la guerre irrégulière, la force la plus efficace n'est pas nécessairement celle qui détient la meilleure technologie ; c'est plutôt celle qui utilise la technologie de la façon la plus intelligente. Avec 20.000 dollars [pour acheter des drones modifiés], je peux créer le chaos. »

Au Mali par exemple, le Cadre stratégique permanent des Touaregs a utilisé des drones contre les bases des mercenaires russes à Goundam et Léré. Dans chaque attaque, des drones quadrirotors disponibles sur le marché ont lancé de petits explosifs sur leur cible, puis ils se sont retirés. La coalition a affirmé que ses attaques avaient tué au moins neuf mercenaires. Des drones armés de façon semblable ont fait partie de l'embuscade contre les forces maliennes et les combattants russes près de Tin Zaouatine en juillet 2024. Cette attaque a tué 84 mercenaires et 47 soldats maliens.

Les attaques par drone des insurgés forcent les gouvernements sahéliens et leurs alliés russes à réagir, en les mettant en position désavantageuse, déclare M. Artiaga.

Les journalistes Benjamin Roger et Emmanuel Grynszpan du Monde ont écrit en octobre 2024 : « Le message sous-jacent est le fait que les insurgés détiennent aujourd'hui des capacités de frappe aérienne, tout comme leurs ennemis. »

La région du Liptako-Gourma près des frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger est devenue le point sensible mondial de la guerre irrégulière.

### LES COMBATS PASSENT AU NUMÉRIQUE

Les réseaux sociaux sont une autre technologie intrusive en voie d'adoption par les insurgés : ils utilisent X et d'autres plateformes pour diffuser les vidéos des champs de bataille et de propagande. Dans ce but, les insurgés dont un grand nombre sont des « autochtones numériques » nés dans l'ère de l'Internet pourraient devancer de loin les responsables gouvernementaux, selon M. Artiaga. Les insurgés utilisent leurs liens avec les opérations médiatiques sophistiquées de Daech ou Al-Qaïda pour produire des clips qui défendent leurs victoires auprès des auditoires en ligne.

« Les vidéos de propagande diffusées grâce aux drones servent non seulement d'outil pour le recrutement : elles servent aussi à démontrer l'excellence technologique en améliorant la légitimité perçue et le pouvoir des groupes, écrit le Dr Okpaleke. Elles ont aussi des buts symboliques, en projetant la puissance aérienne, le statut et le progrès technologique, pour aider potentiellement les efforts de collecte de fonds. »

Le cyberspace donne aux insurgés tout ce dont ils ont besoin pour avoir des détails sur la fabrication des bombes, la modification des drones ou la gestion des campagnes de relations publiques, ajoute-t-il. Les systèmes axés sur l'intelligence artificielle peuvent même effectuer une partie du travail. Résultat : un avantage technologique qui alimente les insurrections, quelles que soient les ripostes des gouvernements, déclare M. Artiaga.

Il dit à ADF : « Vous avez des forces gouvernementales qui attendent que cette nouvelle technologie fasse tout



Les gens font leurs achats au marché de Fada N’Gourma dans l’Est du Burkina Faso, zone qui est le point sensible mondial des attaques terroristes. AFP/GETTY IMAGES

pour elles. Pendant que le gouvernement compte sur cette nouvelle technologie, ses adversaires s’adaptent au sein de l’environnement. »

### LA TECHNOLOGIE ET LA DYNAMIQUE HUMAINE

M. Artiaga note que les pays africains, même s’ils accumulent des drones et autre technologie pour combattre les insurgés, semblent ne pas avoir appris les leçons des autres pays pour affronter la guerre irrégulière persistante : le côté qui détient une meilleure technologie n’est pas toujours le côté gagnant.

Dans une analyse pour le site web Irregular Warfare, il écrit : « C’est fascinant d’observer l’interaction entre les forces équipées d’une technologie de pointe et celles qui en dépendent moins. L’emploi de techniques de communication rudimentaires et leur intégration avec les populations locales permettent souvent à ces forces de basse technologie d’échapper à la détection. »

La technologie offre des outils performants pour améliorer les stratégies de guerre irrégulière, mais elle s’accompagne aussi de vulnérabilités face à des insurgés adeptes dans les tactiques de guérilla, selon M. Artiaga. En outre, les insurgés qui ont le soutien de la population locale, grâce



Les régimes des juntes du Sahel au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont fortement investi dans la technologie des drones, en particulier les Bayraktar TB2 et Akinci fabriqués par la Turquie. AFP/GETTY IMAGES

à leurs propres actes ou en réponse aux attaques gouvernementales, peuvent être presque impossibles à vaincre.

Une dépendance excessive sur la technologie par l’un des belligérants engagés dans la guerre irrégulière peut être une vulnérabilité, selon lui.

« Dans le domaine de la guerre irrégulière, l’essence de la victoire reste enracinée dans la compréhension de la dynamique humaine, la connaissance des courants géopolitiques locaux et la maîtrise de l’art intemporel de l’adaptabilité. Comme l’a articulé le stratège classique Sun Tzu, le point culminant de l’art de la guerre consiste à subjuguer l’ennemi sans confrontation directe. » □



# « IL EXPLOITE L'INSTABILITÉ »

## LES SOCIÉTÉS MILITAIRES PRIVÉES ASSOMBRISSENT LE CONTINENT

PERSONNEL D'ADF

Les sociétés militaires privées, les entreprises de sécurité privées, les forces paramilitaires et les mercenaires sont actifs en Afrique depuis des décennies mais leur utilisation par les pays africains est en hausse depuis quelques années, ce qui suscite des préoccupations parmi les experts de la sécurité sur le continent.

Leur nombre est impressionnant. Au point culminant du conflit libyen, on estime qu'il y avait 20.000 combattants étrangers soutenant les deux belligérants. Selon des estimations, le groupe Wagner de Russie a déployé à lui seul 5.000 à 7.000 mercenaires dans les pays, notamment la Libye, le Mali, la République centrafricaine et le Soudan, et projette d'augmenter son contingent à 20.000 combattants sur le continent.

« Nous constatons la présence toujours en hausse de mercenaires et d'agents liés aux mercenaires dans les conflits armés contemporains, et le risque toujours en hausse d'abus graves des droits de l'homme et de crimes de guerre », déclare Sorcha MacLeod, présidente du Groupe de travail des Nations unies sur l'utilisation des mercenaires.

Pour parler de ces combattants, il est important de bien définir les choses. Les sociétés militaires privées (SMP), parfois appelées entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP), sont des personnes morales. Leur utilisation est sujette à controverse et soulève souvent des questions de prise de responsabilité et d'abus réels ou potentiels. Les sociétés de sécurité privées (SSP) fournissent des services de sécurité armés ou non armés. Les groupes paramilitaires sont souvent motivés par la politique, ils pourraient ne pas être axés sur les profits et ils agissent parfois comme auxiliaires des armées nationales. Les mercenaires sont des personnes qui vendent leurs services à des forces combattantes ou à des causes en tant que travailleurs indépendants.



Mercenaires russes en patrouille dans le Nord du Mali. THE ASSOCIATED PRESS

## LA SÉCURITÉ TRANSACTIONNELLE ET LE PRIX À PAYER

L'image moderne des mercenaires étrangers actifs en Afrique est celle du groupe Wagner notoire de Russie, rebaptisé Africa Corps après le décès de son fondateur, Evgueny Prigojine. Le groupe Wagner, qui est aujourd'hui officiellement une entité gouvernementale russe, offre des services de sécurité en échange d'accords sur les métaux précieux et les pierres précieuses dans certains des pays les plus dangereux d'Afrique. À cause de ses activités au cours des cinq dernières années, le groupe Wagner maintient désormais un réseau d'opérations opaques et complexes sur le continent. Selon les critiques, il pille les diamants, l'or et autres ressources naturelles. Il a aussi une influence disproportionnée sur le gouvernement et les forces de sécurité dans les zones où il est actif, selon l'organisation d'investigation et de politique The Sentry. Du fait de l'attrition de ses propres forces de sécurité en Ukraine, la Russie a recours à l'engagement des mercenaires syriens pour satisfaire à ses contrats de sécurité en RCA, en Libye et dans d'autres pays.

Une série accablante d'atrocités bien connues accompagne les déploiements du groupe Wagner, ce qui met en lumière les dangers liés à l'emploi des forces étrangères qui ont peu, ou pas du tout, d'entraînement ou d'expérience dans les guerres d'insurrection. Plusieurs rapports documentent les forces mercenaires russes qui ordonnent aux forces gouvernementales d'assassiner les femmes et les enfants, de torturer les gens et de conduire des campagnes de nettoyage ethnique contre les communautés. Les combattants engagés dans ces activités ont déclaré à The Sentry que l'intention des mercenaires est de susciter la terreur et la peur. Cette approche « choc et effroi » est l'antithèse de la doctrine prédominante pour contrer les insurrections, qui met l'accent sur l'idée de gagner les cœurs et les esprits de la population.

Charles Carter, directeur des investigations de The Sentry, déclare dans une annonce de presse : « Il exploite l'instabilité et la faiblesse des états ; ce faisant, le groupe Wagner a instrumentalisé la violence pour obtenir de façon effrénée les ressources économiques et le pouvoir politique, avec des conséquences horribles pour les populations civiles. L'évidence de cette menace est la plus notoire en République centrafricaine, dont la souveraineté de plus en plus compromise devrait servir d'avertissement grave pour les autres gouvernements, en Afrique ou ailleurs. »

Les mercenaires russes sont aussi utilisés pour la protection des régimes des juntes militaires qui ont saisi le pouvoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Bien que les chefs de ces juntes aient invité les mercenaires russes sous le prétexte de combattre le terrorisme, la violence des groupes terroristes a continué à croître : le nombre de décès au Sahel a presque triplé depuis 2020 pour atteindre plus de 11.600. Ceci indique que les auspices de contre-terrorisme du déploiement du groupe Wagner étaient une ruse, ou bien son personnel est inefficace comme force antiterroriste.

L'analyste Jonathon James écrit dans le quotidien nigérian This Day Live : « Nous l'avons constaté dans tout le Sahel et au-delà. Le résultat en est des [coups d'État]

sanglants, la tentative de renversement du leadership, l'extraction minière illégale et les abus graves et explicites des droits de l'homme, notamment la violence sexuelle contre les femmes et les jeunes filles. La présence même de la Russie sur le continent est une menace manifeste pesant sur la paix, la sécurité, la démocratie et la souveraineté. »

Un incident met en lumière l'échec des forces mercenaires mal entraînées : en juillet 2024, 47 soldats maliens et 84 mercenaires russes sont tués à Tin Zaouatine par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et les combattants rebelles touaregs alliés. C'est la plus grande perte de forces mercenaires sur le continent et le plus grand désastre militaire dans la longue lutte entre le Mali et les séparatistes touaregs et les militants islamistes au Sahel.

Le modèle mercenaire de la Russie en Afrique est un récit édifiant sur l'échange de la souveraineté, des ressources précieuses et de la viabilité économique future d'un pays contre des gains de sécurité à court terme qui ne peuvent pas être soutenus par une force étrangère mal entraînée et sans expérience.

Les échecs des mercenaires et les abus contre les civils rendent certaines personnes plus effrayées des soldats étrangers engagés par leur gouvernement que des groupes terroristes.

Héni Nsaibia, analyste principal du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data), déclare au New York Times : « Ils ont changé l'équilibre de la peur : les populations civiles sont aujourd'hui plus effrayées d'être arrêtées ou tuées par Wagner que par les djihadistes ou autres groupes armés. Mais ils n'ont pas affecté la capacité d'action des groupes djihadistes. »

## UN FOCUS SUR LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS CHINOIS LIÉS À BRI

Les SSP chinoises se sont développées rapidement en Afrique au cours des dernières années, mais contrairement au modèle du groupe Wagner, elles se concentrent sur la protection des projets d'investissement de la Nouvelle Route de la Soie (BRI) du pays. Les SSP chinoises ont une présence prédominante en Afrique subsaharienne et sont employées pour protéger les projets et le personnel des sociétés d'état chinoises qui produisent des revenus à hauteur de plus de 50 milliards de dollars par an, selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA).

Par l'intermédiaire de la BRI, Pékin a envoyé des dizaines de milliers de ressortissants chinois pour travailler en Afrique dans la construction des projets d'infrastructure financés par la Chine. Il y a quelques années, la Chine s'est tournée vers les SSP pour protéger les ressources telles que les mines, les projets de gaz naturel, les chemins de fer et les voies de navigation.

Jasmine Opperman, consultante sud-africaine indépendante de sécurité, déclare à Voice of America (VOA) : « Nous avons constaté un énorme déploiement de travailleurs, et plus particulièrement d'ouvriers chinois. Mais ces investissements existent réellement dans des régions volatiles, telles que le Soudan, le Soudan du Sud, aussi nous avons constaté la prolifération des [SSP] chinoises sur le

# LES EXPERTS ŒUVRENT POUR CONTRÔLER UNE MENACE CROISSANTE

PERSONNEL D'ADF

Plus de 150 experts et parties prenantes provenant de toute l'Afrique se sont réunis en septembre 2023 pour traiter des ramifications du nombre croissant de combattants étrangers sur le continent. Un consensus est apparu pour que l'Union africaine réévalue sa position sur les mercenaires et prenne des mesures pour protéger les civils.

Le symposium de deux jours a été accueilli par le secrétariat du Conseil économique, social et culturel de l'UA en Zambie ; l'Institut pour la réflexion et la conversation panafricaine (IPATC) de l'université de Johannesburg ; l'Institut pour les études de paix et de sécurité de l'université d'Addis-Abeba ; et le Groupe panafricain de recherche stratégique et politique du Nigeria.

Pendant la réunion, les intervenants ont exhorté les états africains à prioriser la réforme du secteur de la sécurité et assurer que les combattants étrangers qui commettent des atrocités soient traduits en justice. Les experts et les parties prenantes ont convenu que des mécanismes de sanctions ciblées pour les gouvernements ou organisations employant des combattants étrangers et des mercenaires soient mis en œuvre.

Adeoye Akinola, chef de la recherche et de

l'enseignement à IPATC, et Ratidzo Makombe, chercheur de l'institut, ont documenté plusieurs recommandations politiques de l'UA qui ont émergé du symposium de deux jours, notamment :

- **Examiner** les structures légales telles que la Convention sur les mercenaires de 1977, renforcer les partenariats entre l'UA et les communautés économiques régionales, et améliorer les institutions politiques et sécuritaires grâce à des plateformes bilatérales et multilatérales, des échanges de données en temps réel et des bases de données interconnectées.
- **Faciliter** la formulation et la mise en œuvre des programmes inclusifs de développement socio-économique pour responsabiliser les citoyens et endiguer la prolifération des groupes insurrectionnels et des coups d'État militaires.
- **Concevoir** un programme de désarmement, démobilisation et réintégration pour désengager les combattants locaux et étrangers des conflits et les réintégrer dans la société.



Un garde de sécurité privée russe (au centre) travaille dans un bureau de vote de la République centrafricaine pendant une visite présidentielle. Un symposium de 2023 a exhorté les pays africains à tenir les combattants étrangers responsables face à la loi. AFP/GETTY IMAGES



Le membre d'une cellule de sécurité affiliée aux Forces armées soudanaises brandit un fusil à Al-Qadarif.

AFP/GETTY IMAGES

continent africain, chargées de protéger les employés et les projets d'infrastructure. »

En juillet 2024, des miliciens ont tué 9 ressortissants chinois sur un site minier lié à la Chine dans la province de l'Ituri, au Nord-Est de la République démocratique du Congo (RDC). Les analystes disent que ce type d'incident, et une attaque en 2023 où 9 ressortissants chinois ont été tués sur un site d'extraction aurifère de RCA, résulte du déploiement d'un plus grand nombre de sociétés de sécurité chinoises.

« Il s'agit de la protection et de l'expansion de l'influence chinoise, et à cause des situations sécuritaires volatiles, nous constatons aujourd'hui un nombre croissant de [SSP] », déclare Mme Opperman.

Les SSP de Pékin agissent différemment des mercenaires de Moscou. La plupart des entrepreneurs de sécurité chinois sont strictement contrôlés et ne portent pas d'armes, sauf ceux qui participent aux missions d'escorte maritime anti-piraterie.

Paul Nantulya, expert de la Chine au CESA, déclare à VOA : « Wagner est engagé dans des opérations de combat. Il est engagé dans les guerres ; par exemple, il fournit à la République centrafricaine un conseiller à la sécurité nationale. Ils font partie de l'architecture du gouvernement. Ils se battent au nom des gouvernements. »

Les entrepreneurs chinois conduisent en général des formations militaires avec les pays hôtes et fournissent du matériel, des renseignements et la surveillance. Mme Opperman déclare que les entrepreneurs de sécurité chinois pourraient toujours avoir un effet déstabilisateur.

« Bien que les SMP de Chine n'aient pas le droit de porter des armes, elles collaborent par l'intermédiaire de sociétés de sécurité privées ou locales ou même de milices locales, afin de fournir la sécurité. Essentiellement, si vous collaborez avec des milices locales, vous prenez parti. »

## LES EAU SONT UNE « PLAQUE TOURNANTE POUR LES ACTIVITÉS MERCENAIRES »

Depuis les années 2010, les Émirats arabes unis (EAU) renforcent leurs liens militaires avec de nombreux pays africains, en particulier dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Abou Dabi cherche à avoir de l'influence, à accéder aux ressources minérales et à protéger les routes commerciales en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

Les mercenaires engagés par les EAU œuvrent pour combattre le terrorisme, les insurrections et la piraterie, ils fournissent des armes et du matériel, ils encouragent la coopération en matière de défense et ils offrent un soutien militaire à des acteurs armés non étatiques en Libye et au Soudan. Les EAU sont accusés au Soudan d'armer les Forces de soutien rapide (FSR) paramilitaires dans leur guerre contre les Forces armées soudanaises (FAS).

Depuis 2016, les EAU ont conclu des accords militaires avec l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, l'État somalien autonome du Pount, le Sénégal, la Somalie et le Tchad. Depuis les années 2010, Abou Dabi a aussi établi des avant-postes militaires en Égypte, en Érythrée, en Libye, au Pount, au Somaliland semi-autonome, en Somalie et au Tchad.

Les EAU engagent aussi des combattants étrangers pour protéger leurs intérêts sur le continent. Abou Dabi engage des mercenaires colombiens, par exemple, pour soutenir les FSR au Soudan. Environ 160 combattants colombiens faisaient partie d'une caravane voyageant entre la Libye et le Soudan vers la mi-novembre 2024 lorsqu'ils furent attaqués par un groupe allié aux FAS. Trois mercenaires furent tués.

Des rapports sont apparus en 2024 concernant une demande d'emploi publiée par la Manar Military Co. basée à Abou Dabi, cherchant un « opérateur de la légion étrangère ». La publicité recherchait une personne de moins de 50 ans, hautement disciplinée, en bonne condition physique, ayant plus de cinq ans d'expérience militaire et capable de gérer des « conditions hautement stressantes ». Le salaire initial était de 2.000 dollars par mois mais augmenterait après le déploiement de la personne en Somalie ou au Yémen.

Andreas Krieg, maître de conférences principal à l'école d'études de sécurité de King's College à Londres, a déclaré au service d'actualité allemand Deutsche Welle : « Il est certain que lorsqu'on entend le mot "mercenaires" aujourd'hui, je pense en général aux EAU beaucoup plus qu'à la Russie. Les Émirats sont devenus une sorte de plaque tournante pour les activités mercenaires dans l'hémisphère Sud. »

## LES COMBATTANTS TURCS AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les SMP turques ont aussi pénétrées le marché africain, et elles sont connues pour engager des Syriens aux côtés des SMP dans les combats du Sahel et d'Afrique de l'Ouest. En 2024, la Sadat International

Defense Consultancy, SMP d'Ankara étroitement liée au président Recep Tayyip Erdoğan, a envoyé au Niger 1.100 combattants recrutés dans les camps de réfugiés syriens .

Rami Abdel-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres, a déclaré au quotidien français Le Monde : « Au Niger, les mercenaires syriens sont censés garder les mines, les installations pétrolières ou les bases militaires. Mais on les voit ensuite participer à des combats contre les groupes djihadistes. »

On a aussi signalé des entrepreneurs turcs au Togo, où ils ont piloté des hélicoptères d'attaque. Il semble que deux d'entre eux aient été tués à l'occasion de combats contre le GSIM.

« La Turquie a aussi des opportunités pour accroître la coopération économique et militaire avec le Burkina Faso et le Mali, mais la présence plus importante de la Russie dans ces deux pays présente de plus grands obstacles », écrit l'analyste Liam Karr pour l'Institut pour l'étude de la guerre.

Les SMP turques jouent aussi des rôles plus traditionnels consistant à fournir des services de sécurité pour l'infrastructure économique et des services de formation des forces. Bien que les SMP turques aient été concurrentes des sociétés russes et émiriennes pour un grand nombre de contrats, et bien qu'elles emploient des tactiques de recrutement similaires, elles sont en général considérées comme une option plus acceptable et disciplinée avec un risque minime de brutalité opérationnelle et d'abus des droits de l'homme.

### **LES FORCES MERCENAIRES NE GARANTISSENT PAS LA STABILITÉ À LONG TERME**

Les partisans de l'engagement des mercenaires mentionnent leur valeur dans les efforts de maintien de la paix et l'offre d'assistance humanitaire, souvent dans les zones de conflit et les régions où les forces gouvernementales ne souhaitent pas ou ne peuvent pas agir.

Toutefois, les analystes craignent que les mercenaires ne soient pas tenus responsables pour les atrocités commises contre les civils dans les zones de conflit, et qu'il n'existe un risque de confusion et de conséquences non voulues lorsque d'autres forces militaires sont actives dans le même théâtre. Certains observateurs sont aussi troublés par l'utilisation des concessions de ressources naturelles pour payer les services des mercenaires et autres services de sécurité, comme c'est le cas en RCA et au Mali.

« En fait, ces gouvernements hypothèquent l'avenir économique de leur pays pour le bénéfice des groupes étrangers qui profitent ironiquement de l'instabilité comme source de demande pour leurs services », écrit Alan Doss, anciennement sous-secrétaire général des Nations unies, dans African Arguments.

En outre, les mercenaires pourraient ne pas être intéressés à assurer la stabilité à long terme des pays qui les engagent. En janvier 2025, près de 300 mercenaires roumains recrutés pour aider l'armée de la RDC à combattre les rebelles M23 se sont retirés au Rwanda et sont rentrés finalement chez eux.

Dans un rapport de la BBC, l'un des mercenaires roumains a déclaré que le M23, qui prétend se battre pour protéger les droits de l'ethnie tutsi, était appuyé par du matériel militaire de pointe et que l'armée de la RDC avait abandonné la lutte. Un autre a dit : « Les missions étaient mal organisées, les conditions de travail étaient mauvaises. Les Roumains devraient cesser d'aller là-bas parce que c'est dangereux. »

Certains analystes déclarent que la formation des forces militaires indigènes pour combattre les insurrections locales est plus efficace que l'engagement des combattants étrangers. Dans la région somalienne du Pount, les forces de sécurité ont détruit en janvier 2025 plusieurs bases opérationnelles de l'État islamique (Daech) dans les montagnes Cal Miskaad. Les attaques s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie plus vaste conduite par les autorités du Pount pour enrôler les clans ethniques de la région dans la lutte contre Daech.



Des combattants syriens, dont certains avaient été recrutés par la Turquie pour garder des mines et des bases au Niger, se sont retrouvés dans des combats contre les groupes insurgés. AFP/GETTY IMAGES

Mohamed Bari Shire, premier président adjoint du Pount, a déclaré : « La lutte ne peut pas être gagnée seulement par les forces de sécurité. Nous avons besoin du courage et de la coopération des citoyens pour sécuriser nos communautés. »

En observant le panorama sécuritaire africain, la plupart des experts de la sécurité sur le continent conviennent que l'emploi des mercenaires ou des SSP ne conduit pas à une paix durable.

M. Doss écrit pour African Arguments : « Les gouvernements africains et autres doivent reconnaître que les mercenaires ne fournissent pas de solution aux faiblesses des états. C'est le contraire : ils s'opposent à la construction de l'état parce qu'ils ne contribuent pas de façon durable à l'amélioration des capacités de l'état. Les gouvernements qui s'appuient sur les mercenaires ou sur les EMSP ... pour renforcer leur sécurité nationale resteront probablement vulnérables face à l'instabilité. » □

# LA GUERRE PAR PROCURATION DU SOUDAN

Au-delà de  
l'Afrique, les pays  
prennent parti  
pour le profit et  
l'influence

PERSONNEL D'ADF

**A** lors que deux généraux soudanais font des ravages dans leur pays à la recherche des richesses et du pouvoir, d'autres pays les aident et cherchent à profiter eux aussi.

La guerre qui a commencé en 2023 a dévasté le pays. Selon certaines estimations, le nombre de morts a atteint 150.000. Plus de 14,6 millions ont perdu leur foyer, ce qui fait de la guerre la pire crise mondiale de déplacement. Elle a aussi amené le pays au bord de la famine : 30,4 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, nécessitent une assistance humanitaire.

Les belligérants de la « guerre

des généraux » au Soudan sont les Forces armées soudanaises (FAS) sous les ordres du général Abdel Fattah al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (FSR), un groupe d'opposition paramilitaire sous les ordres d'un ex-chef des Janjawids appelé Hemeti. Aucun des deux n'a articulé une vision politique claire, ce qui indique que ce sont les richesses du pays, et non pas l'idéologie, qui animent le conflit. Ces richesses incluent les mines d'or, de cuivre et de minerai de fer, le pétrole et la production agricole.

Les pays étrangers, en particulier ceux de la région du golfe, prennent parti de façon opportuniste en

cherchant à accéder aux ressources naturelles du Soudan, à son littoral de 850 km sur la mer Rouge, et à sa position stratégique en tant que portail du Sahara, du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

Theophilus Dirisu écrit pour Quays News : « Le conflit au Soudan a acquis des facettes multiples ainsi que des dynamiques historiques et géopolitiques différentes. Le Soudan est devenu le microcosme d'une concurrence plus vaste pour le pouvoir, dans laquelle les puissances émergentes du Moyen-Orient cherchent à projeter leur pouvoir et gagner un avantage sur leurs rivaux. »



Les pays qui ont des intérêts mis en jeu dans la guerre ne sont pas seulement situés en Afrique et au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Iran et la Russie ont ouvertement pris parti et, dans certains cas, ont fourni des armes et du matériel qui continuent à alimenter le conflit. En plus d'accroître leur influence et de développer des sources soudanaises de revenu pour l'avenir, certains pays qui vendent des armes sont en fait destinés à profiter financièrement du moment que la guerre se prolonge.

L'académicien soudanais Magdi El Gizouli déclare dans un reportage

de Bloomberg : « Le Soudan semble être une entreprise gagnante que vous pouvez obtenir à bas prix. Vous gagnez le littoral de la mer Rouge, vous gagnez l'influence politique à Khartoum, vous gagnez les ressources minérales à très bas prix. Vous pouvez réaliser des bénéfices incroyables dans un pays comme le Soudan. »

#### **L'IRAN VEND DES ARMES EN ÉCHANGE DE L'INFLUENCE**

Depuis le début 2024, l'Iran affrète des avions cargos vers Port-Soudan, qui est contrôlé par les FAS. La BBC et d'autres organes de presse ont

**Un manifestant brandit un drapeau soudanais pendant un rassemblement contre le régime militaire à Khartoum en 2022.** REUTERS

démonstré l'existence de drones armés fournis par l'IRAN aux FAS.

Selon le reportage de *Attacks News* : « Des rapports suggèrent que ces livraisons incluaient des drones qui furent plus tard utilisés pour ouvrir un chemin vers Omdourman et lever le siège. L'Iran souhaite accroître son influence en Afrique, en particulier dans la mer Rouge. »

Le Soudan a des antécédents de coopération militaire avec l'Iran. Ces



Des gens se réunissent dans une école transformée en abri à Port-Soudan en août 2024. Des millions sont sans abri à cause de la guerre civile du pays. REUTERS

relations avaient pris fin en 2016 à cause d'un conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite dans lequel le Soudan s'était rangé aux côtés de cette dernière. Depuis le début du conflit en cours, le gouvernement soudanais a restauré ses relations avec Téhéran.

Suliman Baldo, directeur de l'Observatoire pour la transparence et la politique au Soudan, déclare à la BBC : « L'Iran cherche à prendre pied dans la région. S'ils trouvent des concessions géostratégiques, ils fourniront certainement des drones plus avancés, en plus grand nombre. »

En mars 2024, l'Iran a fait une demande au Soudan pour l'établissement d'une base navale à Port-Soudan en mer Rouge. Les FAS ont rejeté la demande de l'Iran. Malgré ce refus, on signale que l'Iran a fourni aux FAS des drones Mohajer-6, selon l'Atlantic Council.

En février 2025, l'Iran et le Soudan ont révélé une nouvelle alliance, lors d'une réunion à Téhéran entre le ministre des Affaires étrangères soudanais à l'époque, Ali Youssef, et son homologue iranien, Abbas Araqchi, ainsi que le président du Parlement iranien Mohammad Bagher Ghalibaf. Al Jazeera et les agences de presse iraniennes ont déclaré que les deux pays œuvraient pour préparer « un plan clair visant à promouvoir leurs intérêts mutuels ».

On signale qu'ils ont convenu d'instaurer des exemptions mutuelles pour les visas d'entrée des détenteurs de passeports diplomatiques, spéciaux et officiels. Des rapports indiquent que l'Iran continue à négocier avec le Soudan pour une base navale iranienne sur la mer Rouge.

**L'intervention de la Russie au Soudan a été aussi animée par ses intérêts stratégiques visant à obtenir un accès sûr à la mer Rouge.**

#### **LA RUSSIE VEUT UNE BASE NAVALE**

Auparavant, le groupe Wagner de mercenaires russes avait soutenu Hemeti et les FSR, à cause du contrôle exercé par Hemeti sur les mines d'or du Soudan. Les FSR ont aidé à passer en contrebande de vastes quantités de lingots d'or au Moyen-Orient, où ils sont revendus sur le marché mondial. Les expéditions d'or ont enrichi Hemeti et fourni un soutien financier

crucial aux FSR. Elles ont aussi aidé à financer la guerre de la Russie avec l'Ukraine, selon les chercheurs.

En échange de l'accès aux mines d'or, Wagner a fourni aux FSR des missiles sol-air, ce qui leur permet de prendre pour cible et d'abattre les avions chasseurs des FAS, selon des rapports.

Le Soudan a une frontière commune de 382 km avec la Libye à l'extrême Nord-Ouest, ce qui s'avère offrir un avantage au groupe Wagner, connu aujourd'hui sous le nom d'Africa Corps. Les mercenaires russes sont alignés avec le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort qui est au pouvoir dans la partie Est de la Libye. Des rapports montrent que les mercenaires pratiquent en grande mesure la contrebande du carburant à la frontière, pour le bénéfice des FSR. Entre avril et octobre 2024, la Russie a fourni 2,8 millions de barils de diesel et d'essence au Soudan, ce qui représente près de la moitié des importations de carburant du pays, selon un reportage de Bloomberg.

L'intervention de la Russie au Soudan est aussi animée par ses intérêts stratégiques visant à obtenir un accès sûr à la mer Rouge. Après

---

Les soldats des Forces armées soudanaises célèbrent la libération d'une raffinerie de pétrole à Bahri en janvier 2025. REUTERS



son alliance avec les FSR au début de la guerre, la Russie a changé ses alliances pour le bénéfice des FAS en 2024. Ce changement a été suscité par un accord bloqué en 2017 qui avait promis à Moscou une base navale à Port-Soudan. À la suite de réunions diplomatiques vers la mi-février 2025, le Soudan a accepté d'autoriser une base navale russe dans le pays.

Une telle base navale soutiendrait les objectifs stratégiques de la Russie en Afrique et en Méditerranée, « tout en réduisant la dépendance russe sur les bases de la Syrie après l'effondrement du régime de Bachar el-Assad », selon un rapport de l'Institut pour l'étude de la guerre. L'institut note aussi que la Russie pourrait permettre à l'Iran de lancer des opérations à partir de la base proposée à Port-Soudan.

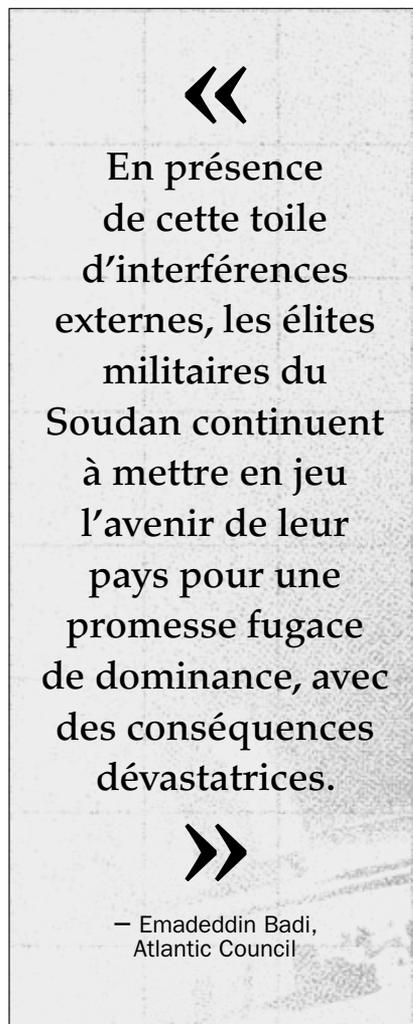
#### **LA CHINE VEUT DES RESSOURCES ET UN ACCÈS**

La Chine a de longs antécédents historiques avec le Soudan, qui remontent à une reconnaissance diplomatique mutuelle en 1959. À un certain moment, la Chine était le principal fournisseur d'armes du Soudan. La participation de Pékin a nettement diminué depuis que le Soudan du Sud a hérité de la majorité des réserves pétrolières lorsqu'il est devenu indépendant en 2011. Toutefois, le Soudan reste un partenaire important de la Chine, avec un marché à l'exportation de 1,3 milliard de dollars.

La Chine est intéressée par les gisements d'or du Soudan et l'emplacement de Port-Soudan sur la mer Rouge comme centre commercial régional, selon les propos d'un analyste sur Voice of America. Le gouvernement chinois n'a pas pris de position officielle concernant le Soudan. Amnesty International déclare que la Chine a vendu des armes aux deux belligérants : des drones armés de fabrication chinoise, des brouilleurs de drone de pointe, des mortiers et des fusils anti-matériel. Des rapports signalent que la Chine conduit des négociations pour vendre des avions chasseurs de pointe aux FAS. On signale, sans

confirmation, que les FAS ont déjà reçu quelques chasseurs.

La Chine a construit un port de 140 millions de dollars à Port-Soudan pour l'expédition des chameaux, et elle est en discussion avec les FAS pour investir dans une nouvelle raffinerie de pétrole et dans la reconstruction des plus grands abattoirs du pays, selon un reportage de décembre 2024 de Bloomberg.



#### **LES EAU SONT « LES PLUS GRANDS ACTEURS »**

Les chercheurs et les journalistes déclarent que les EAU participent activement à la guerre du Soudan. L'Observatoire du conflit soudanais déclare qu'il avait commencé à surveiller les actions des EAU en 2023 et qu'il a signalé 32 vols entre juin 2023 et mai 2024, en concluant avec « quasi-certitude » qu'il s'agissait de

transferts d'armes entre les EAU et les FSR. Le Sudan Tribune a signalé à la fin 2024 que les EAU avaient convenu de ne plus fournir d'armes aux FSR.

Les analystes disent que les EAU sont les intervenants étrangers qui sont les plus investis dans la guerre. Ils considèrent que le Soudan riche en ressources et localisé stratégiquement offre l'opportunité d'accroître leur influence et leur contrôle au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est, selon le site d'actualité The Conversation.

La chercheuse May Darwich écrit pour The Conversation : « Depuis 2018, les EAU ont investi plus de 6 milliards de dollars dans le pays. Ceci inclut des réserves étrangères dans la Banque centrale soudanaise, des projets agricoles et un port sur la mer Rouge. Les EAU ont aussi recruté et payé des combattants provenant du Soudan, surtout parmi les Forces de soutien rapide, pour se joindre au conflit du Yémen. »

D'autres déclarent que les EAU ont une influence importante sur les belligérants et pourraient l'utiliser pour le bénéfice de la paix.

La journaliste soudanaise Nesrine Malik écrit dans un éditorial de juin 2025 pour The Guardian : « Les EAU sont les plus grands acteurs dans la guerre du Soudan. Cet état du Golfe a des antécédents d'éminence grise dans les guerres d'Afrique, en faisant des paris pour obtenir l'accès aux vastes ressources et au pouvoir géopolitique en cas de victoire du partenaire qu'il choisit. »

#### **L'ARABIE SAOUDITE FORME UNE ALLIANCE**

Comme les EAU, l'Arabie saoudite a fortement investi dans l'économie du Soudan, en se concentrant sur l'infrastructure, la production minière, l'agriculture et l'accès aux ports de la mer Rouge. L'Arabie saoudite essaie de sécuriser les voies maritimes et de protéger ses investissements à long terme. Elle a soutenu ouvertement les FAS dirigées par le général Burhan.

On signale aussi que les troupes soudanaises ont été utilisées comme soldats sous contrat dans les campagnes orchestrées par les



Les Soudanaises des garde-manger communautaires distribuent des repas en juillet 2024 pour les résidents d'Omdourman affectés par la guerre et la faim. REUTERS



Les familles fuient l'arrivée des Forces de soutien rapide dans l'État soudanais d'Al-Jazirah en juin 2024. REUTERS

Saoudiens, ce qui a renforcé les liens entre les deux gouvernements.

L'alliance avec les FAS est utile aux ambitions régionales de l'Arabie saoudite, notamment le soutien au leadership du prince héritier Mohammed ben Salmane et l'avancement des objectifs économiques, sociaux et culturels à long terme de sa Vision 2030. Le plan remonte à 2016.

La coopération entre le gouvernement saoudien et les FAS est axée sur la collaboration militaire, les investissements économiques et les intérêts régionaux stratégiques, notamment les efforts visant à contrer l'influence de l'Iran. Toutefois, à cause des complexités politiques de la région et

de la dévastation causée par la guerre du Soudan, l'Arabie saoudite a aussi essayé d'organiser des pourparlers de paix. Le résultat est une alliance complexe et parfois fragile entre les deux pays.

### LE PROLONGEMENT DE LA GUERRE

Chaque année, la liste d'urgence de l'International Rescue Committee analyse quels sont les pays qui ont la plus forte probabilité de subir une crise humanitaire nouvelle ou une crise qui s'aggravera. Pour la deuxième année consécutive, le Soudan est en tête de la liste en 2025, alors que l'effondrement du pays

s'accélère dans le contexte d'une guerre brutale.

Le comité déclare que les puissances étrangères, au lieu de faire avancer la diplomatie, alimentent le conflit en fournissant des armes à leurs alliés. « Les dirigeants des FAS et des FSR semblent croire que la continuation des combats est préférable pour leurs intérêts, ce qui place le Soudan sur une trajectoire d'effondrement humanitaire catastrophique », selon le comité.

Emadeddin Badi, associé principal des programmes du Moyen-Orient à l'Atlantic Council, affirme que l'interférence étrangère considérable du Soudan ne fait que prolonger la guerre.

« En présence de cette toile d'interférences externes, les élites militaires du Soudan continuent à mettre en jeu l'avenir de leur pays pour une promesse fugace de dominance, avec des conséquences dévastatrices », écrit M. Badi. □

# LE MAROC

souhaite acheter des missiles Stinger auprès des États-Unis dans le cadre d'un contrat de 825 millions de dollars

DEFENCEWEB

**Le** Maroc a l'intention d'acquérir des missiles FIM-92K Stinger Block I auprès des États-Unis dans le cadre d'un contrat qui pourrait valoir 825 millions de dollars. Le Maroc a demandé jusqu'à 600 missiles, ainsi que les services de soutien d'ingénierie, logistiques et techniques du fabricant.

Les responsables américains déclarent que les missiles aideront à moderniser les forces armées du Maroc et à améliorer les options de défense aérienne de courte portée de son armée. « Cela contribuera aux objectifs de l'Armée de terre marocaine visant à actualiser les capacités et améliorer plus encore l'interopérabilité avec les États-Unis et les autres alliés », ont-ils dit.

Le FIM-92K Stinger Block I est une version de pointe de la famille de missiles sol-air Stinger, conçue principalement pour la défense aérienne de courte portée. Contrairement aux modèles Stinger précédents

qui pouvaient être utilisés par un seul soldat, le FIM-92K est en général intégré dans des systèmes de défense aérienne automoteurs terrestres.

Le missile est conçu pour cibler sous tous les angles, afin de lui permettre d'engager les menaces provenant d'une direction quelconque, en accroissant sa létalité contre les cibles aériennes rapides. Une caractéristique déterminante du FIM-92K est sa capacité de liaison de données, qui l'aide à se verrouiller sur les cibles après son lancement. Ceci permet au missile d'être lancé avant d'acquérir la cible, en élargissant son enveloppe effective d'engagement, en particulier contre les cibles à faible signature ou évasives telles que les petits drones.

Le FIM-92K utilise un dispositif d'allumage qui améliore considérablement son efficacité contre les cibles aériennes petites, agiles ou télécommandées en détonant l'ogive à proximité de la cible, plutôt que de nécessiter une frappe directe.



Les missiles FIM-92 Stinger peuvent être lancés à l'épaule ou à partir d'un véhicule terrestre, aérien ou naval.

SERGEANT SCOTT JENKINS / CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

# La ZAMBIE

projette d'accroître sa flotte aérienne

PERSONNEL D'ADF

**La** Zambie projette d'acheter des hélicoptères de transport usagés Bell 412 et un soutien associé auprès des États-Unis, d'un coût estimé à 100 millions de dollars.

Selon l'année et l'état des hélicoptères Bell 412EP, qui coûtent entre 2,6 millions de dollars (pour les modèles de 1994) et 9,6 millions (pour les modèles de 2016), la Zambie pourrait acquérir entre 10 et 38 appareils.

L'Armée de l'air de Zambie a une flotte d'hélicoptères utilitaires, notamment 12 Bell 205, 2 Bell 206 et 2 Bell 212 américains. Les hélicoptères ont plusieurs fonctions, notamment le transport, l'évacuation médicale et le soutien aux autres opérations du gouvernement. La Zambie a commandé à des fins de formation 2 Enstrom 480 fabriqués aux États-Unis.

L'Armée de l'air participe aussi à la mission de la Communauté de développement d'Afrique australe au Mozambique, en déployant un aéronef de transport C-27J Spartan et un régiment de protection pour soutenir les efforts de stabilisation au Cabo Delgado.

Le Bell 412, en production depuis 1979, fait partie de la famille des Huey ; c'est un hélicoptère utilitaire à double turbine développé par la société américaine Bell Helicopter, pour servir de version actualisée du Bell 212. Il possède un rotor principal en composite à quatre lames qui remplace le système à deux lames du 212.

Le 412 a un double système numérique de contrôle de vol automatique et des moteurs PT6T-3D de Pratt & Whitney. Il est capable d'effectuer des missions civiles et militaires telles que la recherche et sauvetage, l'évacuation médicale et le transport offshore.

Les hélicoptères amélioreraient la capacité zambienne de conduite des missions de maintien de la paix et de sécurité dans la région, de réponse aux catastrophes et d'assistance humanitaire sur de longues distances et dans des conditions climatiques difficiles.

**La Zambie pourrait acquérir jusqu'à 38 hélicoptères Bell 412.**

ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS



# L'Égypte va actualiser SES NAVIRES LANCE-MISSILES RAPIDES

DEFENCEWEB

**L'**Égypte projette de moderniser quatre de ses navires lance-missiles rapides pour combattre la criminalité maritime et protéger ses voies maritimes.

Le gouvernement des États-Unis a approuvé le contrat, dont la valeur est estimée à 625 millions de dollars.



Le navire lance-missiles Soliman Ezzat de classe Ambassador III de la Marine égyptienne navigue dans la mer d'Arabie.

CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis déclarent que le gouvernement égyptien a demandé de nouveaux systèmes, ou des systèmes actualisés avec la gestion des combats, les radars de surveillance aérienne et de surface, les leurres, les capteurs électro-optiques/infrarouges, la guerre électronique, la distribution des données de navigation, les renseignements de communication et les radars de contrôle de tir. L'Égypte a aussi demandé la modernisation des canons de 76 mm.

Le projet de navires lance-missiles rapides de l'Égypte, d'un coût de 1,1 milliard de dollars, a commencé en 2005 lorsque les États-Unis ont accepté d'aider à produire un nouveau vaisseau de la Marine de guerre. La société appelée à l'époque VT Halter Marine et située à Pascagoula, au Mississippi, a reçu un contrat pour construire quatre vaisseaux de 63 mètres de classe Ambassador IV pour le gouvernement égyptien.

Le premier vaisseau baptisé ENS Soliman Ezzat a été transféré à la Marine égyptienne en 2013, et le deuxième, ENS F Zerky, a été livré un mois plus tard. Les deux autres navires, appelés ENS M Fahmy et ENS A Gad, ont été livrés en 2015.

Chaque vaisseau est équipé d'un canon super-rapide de 76 mm, huit missiles Harpoon Block II, des missiles à voileur roulante Mk 49, des systèmes d'arme rapproché Block 1B et deux mitrailleuses M60.

Les navires lance-missiles rapides ont une vitesse de pointe de 41 nœuds. Un équipage de 38 personnes peut rester en mer pour un maximum de huit jours à bord des navires. Une superstructure en aluminium réduit le poids total, les besoins en maintenance et la signature radar ; les coques sont en acier.

Les navires lance-missiles rapides de l'Égypte protègent contre les menaces armées de surface et les menaces des voies maritimes dans les eaux côtières de la mer Méditerranée, du canal de Suez et de la mer Rouge.



Station au sol de BOTSAT-1

UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DES SCIENCES  
ET DE LA TECHNOLOGIE DU BOTSWANA  
(BIUST)

## LE LANCEMENT DU PREMIER SATELLITE BOTSWANAIS EST UN MODÈLE POUR LES PAYS AFRICAINS

PERSONNEL D'ADF

**Le Botswana** a lancé BOTSAT-1, son premier satellite, dans un effort conduit par 80 bénévoles de l'université internationale des sciences et de la technologie du Botswana. Bien que le pays n'ait pas d'agence spatiale ou de police nationale spatiale, le lancement offre un modèle pour les pays en développement qui cherchent à avoir une présence spatiale, selon un reportage de Space in Africa.

Le satellite qui avait été développé sur une période de quatre ans a été lancé en orbite par une fusée Falcon 9 de Space X en mars 2025 ; il orbite la planète à une altitude d'environ 500 km. Il observe le Botswana sur une zone de balayage d'environ 32 km, ce qui offre des données précieuses pour la conservation écologique, la sécurité alimentaire et l'urbanisme.

Space in Africa déclare : « Plutôt que d'acheter des données satellitaires auprès de fournisseurs externes, l'équipe botswanaise a pris l'initiative en développant son propre satellite. Cette décision fournirait non seulement les capacités d'observation nécessaires de la Terre mais ferait avancer les objectifs de développement de capacité humaine du pays. »

Le Dr Dimane Mpoeleng, chef de projet pour la mission de BOTSAT-1, déclare que l'effort de satellite fait partie d'un élan national pour le démarrage d'un programme spatial.

« Le gouvernement a désormais priorisé l'établissement d'une agence spatiale, ce qui sera crucial pour mettre en œuvre les missions BOTSAT ultérieures », déclare-t-il à Space in Africa.

L'équipe travaille déjà sur BOTSAT-2 et a conclu des partenariats avec les écoles pour inspirer les enfants à étudier les sciences de l'espace. Le premier message diffusé par BOTSAT-1 était l'hymne national du pays en tswana, la langue nationale du Botswana.

Dragonfly Aerospace signale : « Le lancement réussi de BOTSAT-1 est la première étape d'une stratégie spatiale plus vaste du Botswana, qui vise à accroître les capacités satellitaires du pays pour la recherche scientifique, la durabilité écologique et la transformation numérique. Il établit aussi un précédent pour les missions satellitaires futures conduites par l'Afrique, en démontrant le pouvoir des partenariats stratégiques pour inciter l'innovation. »



L'équipe technique de BOTSAT-1 travaille sur le satellite. BIUST



Des marins mettent à l'essai le simulateur de passerelle pleine mission au commandement de formation navale de Nutekpor (Ghana).

GHANA PEACE JOURNAL

## Un simulateur prépare les marins ghanéens pour les **DANGERS EN MER**

PERSONNEL D'ADF

**L**a Marine ghanéenne a lancé un simulateur de passerelle de pointe « pleine mission » pour améliorer la navigation, la sécurité et la prise de décision des marins. Le simulateur a été construit avec le soutien du Danemark et il est situé au commandement naval d'entraînement de Nutekpor dans la région de la Volta (Ghana).

Le système a 1 simulateur de passerelle pleine mission de 270 degrés, 3 simulateurs de tâche particulière de 120 degrés, 2 postes de formateur, une salle de briefing, une salle de serveur et des bureaux de formateur. Sa conception reproduit les défis et les dangers que les marins peuvent affronter dans le golfe de Guinée.

Le simulateur a été désigné Centre de simulation Lill-May Didriksen pour rendre hommage à un officier innovateur de la Marine royale danoise.

Les autorités pensent que l'enseignement numérique interactif est essentiel pour préparer les Marins aux pires scénarios sans risque de mort ou mise hors service des navires à des fins de formation.

Marietta Agyeiwaa Brew, conseillère juridique du président du Ghana, déclare : « Dans notre ère du numérique, la formation par simulation est devenue un outil indispensable pour développer les aptitudes permettant d'affronter les défis maritimes modernes. Les installations telles que le Centre de simulation Lill-May Didriksen illustrent l'avenir de la formation pratique, en offrant des systèmes de pointe qui reproduisent les scénarios du monde réel dans un environnement contrôlé et sécurisé. »

Le Ghana a fourni une somme de 322.000 dollars pour la construction et le Danemark a versé 370.000 dollars pour acquérir la technologie auprès de la société Wärtsilä Voyage. L'académie maritime internationale de Svendborg (Danemark) a formé les formateurs.

Le commodore ghanéen Solomon Asiedu-Larbi, officier général et chef d'état-major de la formation navale, déclare que le centre offre aux marins les aptitudes pratiques, la confiance et l'expérience pour agir calmement et efficacement en mer, même pendant les urgences.

« Dans notre travail, la précision, l'état de préparation et le professionnalisme ne sont pas optionnels, dit-il. Les opérations navales sont intrinsèquement complexes et exigent une compétence indéfectible. »

Le Ghana espère aussi que ces outils de formation développeront son secteur maritime et inciteront les jeunes à travailler dans ce secteur et renforcer l'économie du pays.

« Dans le monde entier, les espaces maritimes sécurisés ont conduit à un secteur de la pêche prospère, un accroissement du commerce maritime et des projets énergétiques offshore durables, déclare Mme Brew. Nous sommes donc déterminés à reproduire ces succès au Ghana. »

## LE KENYA JOUE UN RÔLE DE CHEF DE FILE POUR CRÉER UN PLAN DIRECTEUR EN VUE DE L'EMPLOI MILITAIRE DE L'IA

PERSONNEL D'ADF

**E**nviron 60 pays ont voté pour approuver le plan directeur pour l'emploi de l'intelligence artificielle (IA) dans les forces armées, lors de la conférence sur l'application responsable de l'IA dans le domaine militaire (REAIM) en Corée du Sud en 2024. Le Kenya a coanimé l'événement et est un chef de file du continent dans la défense du besoin d'évaluation rigoureuse des risques et de la supervision humaine des opérations IA.

La ministre de la Défense kényan Soipan Tuya a déclaré dans un article sur X : « Nous sommes engagés à poursuivre le processus de développement de la résolution onusienne sur l'application responsable de l'IA dans le domaine militaire [REAIM] qui souligne le besoin d'assurer un développement, déploiement et emploi de l'IA pour soutenir la paix, la sécurité et la dignité humaine. Le Kenya est tout aussi déterminé à mettre en œuvre le Plan directeur d'action de REAIM, qui milite pour la transparence, la responsabilité et l'inclusion dans le développement de l'IA. »

Le document met l'accent sur la prévention de l'utilisation de l'IA pour la prolifération des armes de destruction massive par les acteurs malveillants, notamment les groupes terroristes. Il souligne le besoin du contrôle et de la participation humains, en particulier dans le déploiement des armes nucléaires. La Chine et la Russie n'ont pas avalisé le document.

Le ministre de la Défense néerlandais Ruben Brekelmans a dit à Reuters que le tout dernier document est plus « orienté vers l'action » que les précédents. Il décrit les évaluations de risque qui doivent être conduites avant d'utiliser l'IA, le besoin d'établir des conditions telles que la préservation du contrôle humain et l'importance de développement des mesures susceptibles de donner confiance dans la gestion des risques.

« Nous prenons d'autres mesures concrètes, a-t-il déclaré. L'an dernier ... était plus axé vers la création d'une compréhension partagée ; cette année nous nous tournons plutôt vers l'action. »

En juin 2024, le Kenya a accueilli à Nairobi l'atelier inaugural sur l'emploi africain régional responsable de l'intelligence artificielle dans les forces armées. Pendant l'événement, le général Charles Kahariri, chef des Forces de défense du Kenya, a évoqué le pouvoir de l'IA pour améliorer le processus de prise de décision des professionnels de la sécurité et faire avancer les efforts de sécurité nationale.

Selon Kenyan Foreign Policy, il a déclaré : « Le développement d'une structure réglementaire exhaustive qui régit l'emploi de l'IA dans les opérations militaires est essentiel. L'augmentation des capacités locales pour développer, déployer et contrôler l'IA est cruciale. »



La ministre de la Défense kényan Soipan Tuya (à droite) s'exprime pendant la conférence sur l'application responsable de l'IA dans le domaine militaire à Séoul (Corée du Sud).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DU KENYA

REAIM

*Les soldats kényans combattent l'incendie et*

## REDONNENT L'ESPOIR À UNE RÉGION PERTURBÉE

PERSONNEL D'ADF

Lorsqu'un incendie majeur s'est déclaré dans la réserve nationale de Turkana-Sud au Kenya, les soldats de l'opération Maliza Uhalifu (OMU) des Forces de défense du Kenya (KDF) sont venus pour maîtriser les flammes et préserver le terrain, les biens et les vies précieuses.

La réponse multi-agences à l'incendie en janvier 2025 a aussi inclus le service de faune sauvage du Kenya, l'unité des services généraux, le service des parcs nationaux et l'unité contre le vol des animaux.

Cette réponse est le plus récent succès de l'OMU, lancée en 2023 pour affronter le banditisme dans les régions du Rift du Nord et de l'Est. La hausse des affrontements entre les milices pastorales lourdement armées, appelées « seigneurs de la guerre du bétail », qui volent le bétail et terrorisent les communautés, suscitait des inquiétudes particulières.

Pendant la première année de

l'OMU, la violence pastorale a baissé de 50 %, selon le projet ACLED (Armed Conflict Location and Event Data). « L'opération a été caractérisée par des couvre-feu du crépuscule à l'aurore, la traque des milices et la saisie du bétail volé », a indiqué ACLED en 2024.

La région a aussi enregistré une baisse de 60 % des vols de bétail entre 2023 et la fin 2024, selon le ministère de l'Intérieur. En décembre 2024, une opération d'infiltration a permis de récupérer 172 armes à feu illégales et plus de 10.000 têtes de bétail volées, et a conduit à l'arrestation et aux poursuites de 250 suspects.

« La situation sécuritaire du Rift du Nord s'est améliorée considérablement grâce aux efforts de cette approche multi-agences, déclare le ministère de l'Intérieur. Les responsables de la sécurité sur le terrain ont enregistré des succès pour désarmer des centaines de bandits, démanteler

leurs repaires dans le terrain accidenté et restaurer la stabilité des communautés affectées. »

Les KDF œuvrent aussi pour rétablir la normalité de la vie civile dans la région. Le gouvernement a attribué 100 millions de shillings kényans à la rénovation et la réouverture des écoles fermées à cause de la violence. Les KDF dirigent ces efforts et 26 écoles ont rouvert leurs portes, en permettant à 4.000 élèves de reprendre leurs études scolaires, selon un reportage du quotidien kényan The Star.

« Alors que nous célébrons les progrès réalisés, 13 écoles restent fermées et leurs élèves ont été transférés dans d'autres écoles, déclare le ministère. Nous reconnaissons que la voie d'une paix durable est devant nous et, à mesure que nous avançons avec l'opération Maliza Uhalifu, nous continuons à accroître ces gains pour la sûreté du Rift du Nord et la sécurité du Kenya. »



Un soldat des Forces de défense du Kenya affecté à l'opération Maliza Uhalifu lutte contre un incendie dans la réserve nationale de Turkana-Sud. KDF



## L'École de l'Armée de l'air du Sénégal **FORME DES TECHNICIENS** pour renforcer l'industrie de l'aviation

PERSONNEL D'ADF

**LE** Sénégal a remis des diplômes à la première classe de techniciens civils de maintenance aéronautique de l'École de l'Armée de l'air pour renforcer l'industrie de l'aviation et améliorer le secteur de la défense et l'auto-suffisance du pays.

Les 29 premiers techniciens en maintenance aéronautique ont reçu leur diplôme en janvier 2025 lors d'une cérémonie à Thiès. Ceci est le résultat de ce qu'on appelle un partenariat public-privé historique, conçu pour améliorer la capacité sénégalaise interne de réparation des aéronefs et de construction des avions de demain.

« C'est la concrétisation d'une vision, celle de préparer notre jeunesse aux défis du secteur aéronautique et d'inscrire durablement le Sénégal sur la carte mondiale de l'aviation », a déclaré le colonel Ousmane Ngom, commandant de la base École de Thiès, pendant la cérémonie de remise des diplômes.

L'École a établi un partenariat avec Air Sénégal et l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar. Les techniciens, ainsi que 11 pilotes ayant reçu le diplôme, travailleront pour Air Sénégal.

« Ce projet est un exemple de coopération qui s'accorde parfaitement au concept de l'Armée-Nation, si précieux pour notre pays », a dit le général Birame Diop, chef d'état-major de la Défense des Forces armées sénégalaises.

Il a déclaré que le pays veut devenir une plateforme aérienne mondiale majeure. « En combinant l'expertise, le matériel et les finances de l'Armée de l'air et de ses partenaires civils, le Sénégal renforce sa capacité de formation des jeunes pour qu'ils soient qualifiés et capables de satisfaire aux besoins stratégiques tels que l'aérospatiale. »

**Le général Birame Diop, chef de l'état-major de défense des Forces armées du Sénégal, remet des diplômes aux techniciens de maintenance aéronautique.** DIRPA

UNE NOUVELLE BASE ET UN NOUVEAU NAVIRE  
SIGNALENT L'INTENTION DU GHANA DE DEVENIR UNE

# « PUISSANCE MARITIME »

PERSONNEL D'ADF

**LE** Ghana investit dans la sécurité maritime pour soutenir son économie des océans en pleine croissance et protéger ses ressources maritimes.

Au début 2025, le Ghana a mis en service une base opérationnelle avancée (FOB) à Ezinlibo dans la région de l'Ouest et a reçu un navire construit au Japon, le GNS Achimota de 65 mètres, à la base navale de Sekondi. La FOB d'Ezinlibo est aujourd'hui la plus grande station navale du pays et elle est anticipée fournir un soutien logistique et des logements du personnel tout en soutenant les efforts de la Marine ghanéenne pour combattre la pêche illégale, la piraterie et d'autres menaces de la sécurité dans le golfe de Guinée.

La base d'Ezinlibo rejoint un réseau de FOB dans le pays, notamment celles de Bui, Kenyase et Sankore. D'autres sont prévues pour Ada, Elmina, Keta et Winneba.

Le GNS Achimota est le plus grand vaisseau de la Marine ghanéenne. Nana Akufo-Addo, président à l'époque, a dit que ces acquisitions aideront à promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

Il a écrit dans un article de Facebook : « Le GNS Achimota représente un symbole puissant pour les progrès accomplis par notre Marine au cours de ses 65 ans de service. Comme je l'ai dit à la cérémonie, "le GNS Achimota représente l'évolution de notre Marine et démontre sa résilience, son service et sa croissance". Ceci ... reflète un engagement inébranlable visant à faire du Ghana une puissance maritime régionale. »

Kurinoura Shipbuilding avait construit l'Achimota au Japon en 1999. Il est propulsé par une hélice mono-vis à pas fixe et un moteur diesel. Il possède des systèmes de navigation, communication et surveillance de pointe, selon un reportage du Defense Post. Il servira de plateforme de formation militaire. Le Ghana anticipe la livraison de deux bateaux pour patrouilles offshore afin d'aider à protéger l'infrastructure de pétrole et de gaz du pays, selon Military Africa.

« Le GNS Achimota n'est pas seulement un navire, c'est aussi une lueur d'espoir », a déclaré le contre-amiral Issah Adam Yakubu, chef d'état-major de la Marine ghanéenne, pendant la cérémonie du 21 décembre 2024 célébrant l'arrivée du navire.

**Le GNS Achimota de 65 mètres est le plus gros navire de la Marine ghanéenne et aidera à combattre la piraterie et la pêche illégale.** MARINE DU GHANA



## L'Ouganda renforce ses capacités avec une station de véhicules

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN OUGANDA

**La** Force de défense du peuple ougandais (UPDF) a acquis des installations de maintenance de pointe pour véhicules, d'un coût de 1,5 million de dollars, pour renforcer ses capacités d'auto-suffisance logistique.

Le centre ougandais des capacités de déploiement rapide inclut des baies de maintenance, un poste de ravitaillement et un entrepôt, une fosse pour l'inspection des véhicules, des bâtiments administratifs et une clôture de sécurité. Les installations de maintenance possède des baies ouvertes à auvent qui permettent de travailler sur plusieurs véhicules en même temps.

Le transfert de l'installation, financée par les États-Unis, s'appuie sur des efforts précédents visant à améliorer la capacité de déploiement et de soutien des soldats de l'UPDF sur le terrain. L'UPDF a reçu un deuxième hôpital de campagne mobile de niveau 2 des Nations unies en octobre 2024, conçu pour le déploiement rapide. Il joue un rôle clé pour fournir des soins médicaux dans les opérations d'urgence tout en soutenant aussi les besoins de santé des Ougandais.

Les États-Unis se concentrent sur l'amélioration de la capacité d'autosuffisance des pays africains, afin de développer pleinement les aptitudes des pays à adopter « des

Des véhicules sont stationnés dans les nouvelles installations de maintenance que les États-Unis ont fournies à la Force de défense du peuple ougandais pour renforcer ses capacités de déploiement rapide.

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN OUGANDA



Des soldats ougandais attendent l'arrivée des autres équipes après avoir complété un cours de navigation terrestre à Kasenyi (Ouganda). ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

solutions africaines aux problèmes africains ». L'Ouganda est l'un des pays qui envoient le plus de soldats aux opérations de maintien de la paix du continent africain ; il a notamment affecté plus de 4.000 soldats à la mission de l'Union africaine en Somalie.



AFP/GETTY IMAGES

## L'Égypte rejoint la force de maintien de la paix de l'UA en Somalie

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Égypte s'est jointe à une force de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie, alors que les deux pays renforcent leurs liens en présence de tensions avec l'Éthiopie.

L'Égypte a rejoint la mission avant la fin de la mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) en préparation de la mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM), une nouvelle force qui sera déployée contre les insurgés chebabs. L'ATMIS a pris fin en décembre 2024.

« Nous pensons que la création de l'AUSSOM offre une opportunité pour la communauté internationale de recentrer ses efforts, renouveler son engagement et démontrer sa résolution d'assistance au peuple frère de Somalie dans sa recherche de la paix, la stabilité et le développement », a déclaré le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly lors d'une conférence au sommet accueillie par l'Ouganda en avril 2025.

Les tensions se sont avivées dans la Corne de l'Afrique lors de la signature d'un accord maritime en janvier 2024 entre l'Éthiopie et la région séparatiste du Somaliland, en incitant Mogadiscio à se rapprocher de l'Égypte, le rival régional d'Addis-Abeba. En janvier 2025, l'Éthiopie et la Somalie ont convenu de rétablir leurs liens diplomatiques dans les deux capitales, plus d'un an après la rupture de ces liens par la Somalie du fait d'un accord d'accès maritime que l'Éthiopie, pays sans littoral, avait conclu avec le Somaliland, selon un reportage du Guardian.

La Turquie avait conclu un accord visant à mettre fin à la dispute amère, remontant à près d'un an, entre l'Éthiopie et la Somalie. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a loué le pacte en le qualifiant d'« historique ».

Auparavant, la Somalie avait déclaré que les soldats éthiopiens seraient exclus de la force de maintien de la paix de l'UA mais avait accueilli la participation de l'Égypte. En août 2024, l'Égypte a conclu un accord de coopération militaire avec la Somalie lors d'une visite au Caire du président somalien Hassan Sheikh Mohamoud. Quelques mois plus tard, une conférence au sommet a réuni l'Égypte, l'Érythrée et la Somalie dans une nouvelle alliance régionale qui a exclu l'Éthiopie.

L'Égypte est en désaccord depuis longtemps avec Addis-Abeba, en particulier au sujet du grand barrage de la Renaissance éthiopienne sur le Nil Bleu qui selon elle menace son approvisionnement d'eau critique.

## La République centrafricaine et le Tchad ouvrent un poste frontière

NATIONS UNIES

Une étape majeure a été accomplie en République centrafricaine pour améliorer la protection des civils et rétablir une paix durable, avec l'inauguration du premier poste frontière mixte à Bembéré, entre le Nord-Ouest du pays et le Tchad.

Le poste frontière, construit et équipé par la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), réunit plusieurs services de l'État dans un même édifice, notamment la gendarmerie, la police, les douanes et les responsables de l'eau, des forêts et du bétail.

Il représente la première réalisation concrète de la police nationale pour la gestion des frontières de Centrafrique et son plan d'action sur dix ans soutenu par la MINUSCA. Il satisfait aux objectifs visant à étendre et restaurer progressivement l'autorité de l'État dans l'ensemble du territoire centrafricain, y compris le long de ses six frontières.

La frontière de 1.556 km entre la RCA et le Tchad s'étend du Cameroun au Soudan. Pendant plus de vingt ans, des milliers de réfugiés de la RCA ont franchi la frontière pour fuir les conflits dans leur pays natal.

Dans une allocution lors de la cérémonie de transfert, Valentine Rugwabiza, chef de la MINUSCA, a souligné que le poste frontière mixte « fait partie de la mise en œuvre de l'accord de paix, dont l'un des piliers consiste à sécuriser les zones frontalières, afin de les transformer de zones d'insécurité en zones de commerce et de prospérité, pour le bénéfice de tous. »

La MINUSCA continuera sa mobilisation pour le soutien de la mise en œuvre de la politique nationale pour la gestion des zones frontalières, afin que des postes frontières mixtes puissent être établis dans d'autres régions du pays.

Valentine Rugwabiza (au centre), chef de mission de la MINUSCA, célèbre le début de la construction d'un poste frontière mixte à Bembéré. MINUSCA



# Une opération réprime l'extraction minière illégale

DEFENCEWEB

**Une** opération dirigée par Interpol et ciblant l'extraction minière illégale au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée et au Sénégal a conduit à l'arrestation de 200 personnes et la saisie de produits chimiques, explosifs, drogues et analgésiques utilisés par les mineurs illégaux.

L'opération Sanu qui s'est terminée à la fin 2024 a réuni les experts d'Interpol et les agences de police des différents pays pour combattre l'extraction illégale et les crimes associés. Des centaines de policiers ont été déployés pour identifier les routes et le modus operandi des criminels dans les zones éloignées et isolées de ces quatre pays, selon Interpol.

La collaboration transfrontalière a conduit à la saisie d'une grande quantité de produits chimiques et de matériel utilisé dans l'extraction minière illégale : 150 kg de cyanure, 325 kg de charbon actif, 14 bombonnes de mercure d'une valeur estimée à plus de 100.000 dollars, 20 litres d'acide nitrique et deux conteneurs de 57 litres d'acide sulfurique. Les officiels ont aussi saisi 10 kg de cocaïne et près de 7.000 explosifs.

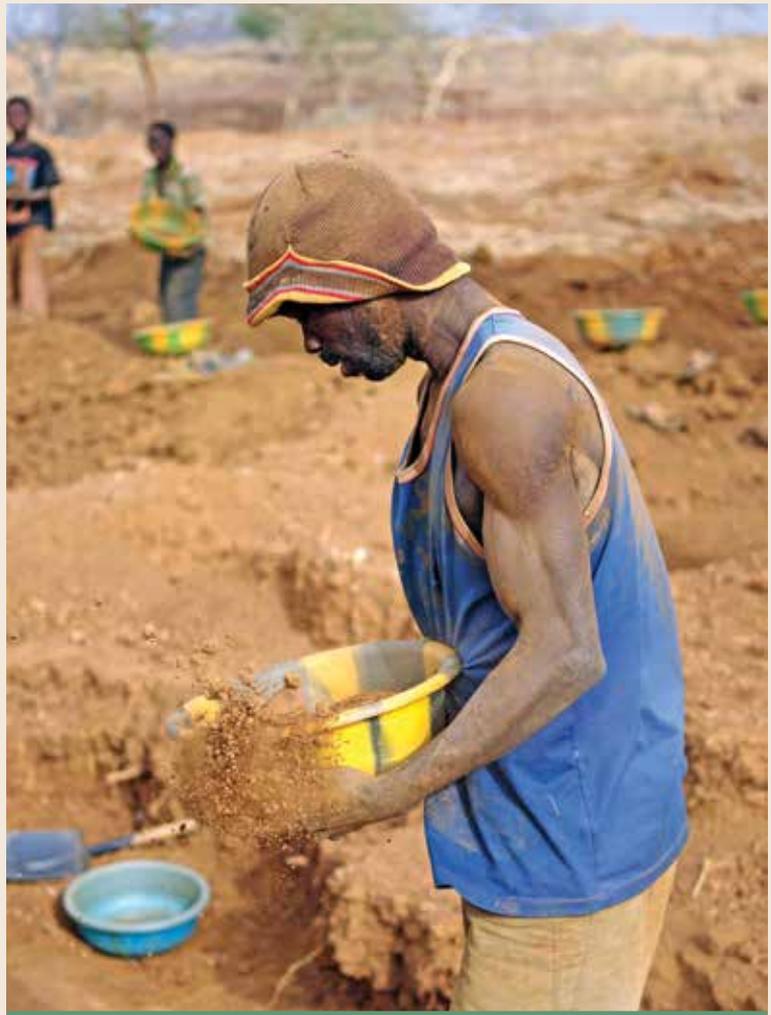
En outre, les autorités ont saisi de grandes quantités de comprimés opiacés utilisés couramment par les mineurs pour soulager la douleur due à l'utilisation des produits chimiques tels que le mercure et le cyanure dans l'extraction aurifère illicite de petite échelle. Interpol avertit que ces produits chimiques peuvent avoir des effets toxiques sur le système nerveux.

« L'opération a aussi donné à Interpol et aux officiers de police et aux ministères publics affectés de nouvelles informations concernant les dommages plus vastes provoqués par l'extraction minière illégale dans la région, depuis la déforestation jusqu'aux éboulements et au détournement du cours des rivières dû à la sécheresse ou aux inondations, ainsi que son impact sur l'économie et les communautés de la région », selon Interpol.

L'opération Sanu fait partie d'un projet pilote pour soutenir les agences de police qui affrontent les questions complexes et multidimensionnelles issues de l'extraction minière en Afrique occidentale et centrale. Elle a été exécutée par le programme de sécurité environnementale d'Interpol avec un financement du Bureau de l'Intérieur du Royaume-Uni.



L'opération Sanu d'Interpol a pris pour cible les activités illégales dans les mines de sable de Gambie. INTERPOL



Un homme passe la terre au crible pour chercher de l'or dans une mine du Burkina Faso. REUTERS

# Les F-16 marocains « interceptent » les B-52

DEFENCEWEB

Lors d'une démonstration impressionnante de leurs aptitudes, des avions chasseurs des Forces royales air du Maroc ont « intercepté » des bombardiers B-52H Stratofortress de l'Armée de l'air des États-Unis dans le cadre d'un événement de formation conjoint.

Les bombardiers de la 20<sup>ème</sup> escadrille de bombardiers expéditionnaires, à la base de l'Armée de l'air de Barksdale, sont partis d'Angleterre à destination du Maroc à la fin novembre 2024. Dès leur entrée dans l'espace aérien marocain, les F-16 les ont « interceptés » alors qu'ils se dirigeaient vers la chaîne de montagnes d'Aoreora au Sud d'Agadir. À Aoreora, les contrôleurs aériens tactiques des opérations spéciales conjointes du Maroc et des États-Unis ont contacté les bombardiers pour conduire un largage réel de munitions. Les contrôleurs ont guidé les bombardiers vers leur cible, où ils ont largué deux bombes de 227 kg.

Le major-général Claude Tudor, directeur des opérations pour l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), a déclaré : « Notre capacité de conduite de ces missions de longue portée sur de multiples commandements de combat en coopération avec nos partenaires sur le continent met en lumière notre partenariat, nos engagements continus entre forces armées et notre entraînement lorsque nous travaillons avec les partenaires du continent. Ces missions renforcent notre engagement avec les partenaires et alliés africains tout en aidant à soutenir la sécurité régionale et continentale. »

Les B-52 se sont rendus au Maroc dans le cadre d'une mission de force opérationnelle de bombardiers, pour renforcer l'aptitude des États-Unis à projeter sa portée stratégique et ses capacités de frappe de longue portée. La mission a coïncidé avec la visite à Djibouti, en Somalie et au Kenya du général Michael Langley du Corps des fusiliers marins des États-Unis, commandant de l'AFRICOM. Dans une réunion avec les officiels kényans, les officiels américains ont souligné « l'engagement [de l'AFRICOM] pour assurer l'efficacité des partenaires et les efforts bilatéraux liés aux opérations de contre-terrorisme ». Les deux pays partenaires ont partagé leurs préoccupations concernant la sécurité régionale et mis l'accent sur l'importance des partenariats pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région.

Un B-52H Stratofortress décolle dans le cadre d'une mission d'entraînement avec les Forces royales air du Maroc.

ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



## Afrifol annonce 37 arrestations dans un coup de balai contre le terrorisme en Afrique de l'Est

PERSONNEL D'ADF

Lors d'une opération de balayage conduite dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, Afrifol a annoncé l'arrestation de 37 personnes soupçonnées de terrorisme et la destruction d'armes, notamment un missile et des armes antichar.

La police de Djibouti utilise des appareils biométriques d'Interpol aux ports d'entrée.

INTERPOL

L'opération en novembre et décembre 2024 a permis de capturer des membres de l'État islamique (Daech) et des Chebabs, en plus d'autres combattants étrangers. Les autorités d'Afrifol, travaillant avec Interpol, ont effectué les arrestations en République démocratique du Congo (RDC), au Kenya, en Somalie et en Tanzanie.

En RDC, la police a arrêté quatre membres présumés des Forces démocratiques alliées et deux de leurs associés. Elle a aussi capturé et détruit un missile et un engin antichar abandonné par les terroristes.

Au Kenya, les autorités ont arrêté 17 personnes, notamment deux membres présumés de Daech, plusieurs combattants étrangers et d'autres impliqués dans le financement du terrorisme, la radicalisation et la propagande.

En Somalie, les autorités ont arrêté trois personnes, y compris une soupçonnée de fabriquer des explosifs pour une unité de renseignement des Chebabs, qui avaient dissimulé des engins explosifs improvisés afin de prendre pour cibles les policiers et les soldats. Un autre suspect est un agent des Chebabs soupçonné d'avoir attaqué plusieurs points de contrôle de la police avec des grenades.

En Tanzanie, la police a arrêté un membre présumé de Daech-Mozambique et un ressortissant ougandais qui essayait de rejoindre un groupe terroriste au Mozambique.

Afrifol a aussi travaillé avec les autorités de police d'Afrique du Sud, de Djibouti, du Mozambique et d'Ouganda pour capturer les terroristes présumés. Les arrestations font partie d'une opération de sécurité des frontières de 5 jours qui a utilisé les bases de données d'Interpol pour chercher les personnes soupçonnées de crimes majeurs, y compris la fraude, le blanchiment d'argent et le vol.

L'opération de contre-terrorisme en Afrique de l'Est s'est déroulée à la suite d'une enquête conjointe d'Afrifol et d'Interpol en septembre et octobre 2024, qui a conduit à l'arrestation de plus de 1.000 personnes soupçonnées de cybercrimes dans 19 pays de l'Afrique subsaharienne. L'opération Serengeti a démantelé plus de 134.000 opérations d'arnaque qui avaient dérobé plus de 193 millions de dollars à des victimes du monde entier.



# Les cavaliers d'Oyo

PERSONNEL D'ADF

L'histoire de l'Afrique inclut des armées féroces et puissantes, mais peu d'entre elles ont été aussi spectaculaires que les cavaliers d'Oyo.

Le royaume d'Oyo apparaît vers 1300 ap. J.-C., dans ce qui est aujourd'hui le Sud du Bénin et l'Ouest du Nigeria. Oyo devient rapidement un centre commercial transsaharien. Les Yorubas sont engagés dans le commerce du sel, du cuir, des noix de kola, de l'ivoire, des étoffes et des esclaves. Le climat d'Oyo dans la région des savanes au Nord des forêts tropicales lui donne une protection relative contre les infestations de mouches tsé-tsé, ce qui facilite l'élevage des animaux en bonne santé. L'excellence des chevaux d'Oyo en fait son produit le plus célèbre.

Tout ce commerce contribue à la richesse de l'empire d'Oyo. Les fonds proviennent des impôts, appelés tributs, payés par les royaumes voisins.

Avec ces richesses, le royaume décide d'investir dans son armée, en particulier pour créer une cavalerie experte. Ces cavaliers sont la charpente de l'armée d'Oyo, connus pour leurs aptitudes équestres, leur bravoure pendant les combats et leur allure impressionnante. Ils n'ont pas d'égaux parmi les royaumes voisins en ce qui concerne la mobilité et la vitesse. À son point culminant, la cavalerie a 100.000 cavaliers.

Les chefs militaires d'Oyo finissent par réaliser que les autres

armées sont intimidées par les cavaliers et ils profitent de cette peur. Les cavaliers d'Oyo portent des vêtements de bataille, élaborés et dramatiques, avec des robes et des coiffes aux couleurs vives. Ils sont armés de lances, d'épées et de boucliers. Les chevaux sont décorés avec des plumes, des ornements élaborés et des armures lourdes. On dit que la vue des cavaliers d'Oyo chargeant pendant les batailles est terrifiante et inspire l'effroi.



Une sculpture en bois montre un cavalier yoruba avec les cheveux tressés et des sacoches décorées sur un cheval stylisé.

INVALUABLE AUCTION

Toutefois, les succès militaires de l'empire se sont pas seulement attribuables à la cavalerie. L'armée d'Oyo est une force de combat accomplie, avec des archers et des fantassins.

Malgré leur réputation formidable, les cavaliers d'Oyo ne sont pas invincibles. Les guerres du Dahomey, qui commencent en 1728

contre un royaume voisin, exposent certains points faibles de la cavalerie. Les guerriers du Dahomey, équipés d'armes à feu, découvrent que le bruit des fusillades effraie les chevaux d'Oyo, ce qui perturbe leurs charges. En outre, les Dahoméens construisent des fortifications et des tranchées qui neutralisent l'efficacité de la cavalerie. L'Oyo est forcé d'adapter ses tactiques et de s'appuyer davantage sur l'infanterie dans certaines situations. Après onze invasions, l'Oyo est vainqueur contre les guerriers du Dahomey en 1748, en grande mesure grâce à sa cavalerie.

À l'époque, c'est le plus grand empire parlant la langue yoruba, et l'un des plus importants royaumes de toute l'Afrique occidentale. Vers la fin du 18ème siècle, l'empire a une influence considérable, non seulement sur les autres royaumes parlant le yoruba, mais aussi sur la plupart des états africains voisins.

Le royaume d'Oyo dure pendant plus de 500 ans, avec des degrés variables de puissance et d'influence. La fin du royaume provient de l'intérieur, lorsque les luttes politiques internes du palais érodent le pouvoir du roi au point qu'il ne peut plus exiger l'allégeance de ses chefs. Avec la réduction du pouvoir dans la capitale, le royaume finit par se désintégrer.

Aujourd'hui, on se rappelle mieux de l'époque de sa grande richesse et influence. Et on se rappelle de ses cavaliers, qui ont eu un impact durable sur l'histoire du continent.

# INDICES

- 1 Le site vierge s'étend sur près de 3.000 kilomètres carrés et contient des ruisseaux et des cascades.
- 2 Ses habitats aquatiques hébergent des espèces de poissons d'eau douce, dont 13 sont menacées.
- 3 Le site combine de vastes zones forestières intactes et des écosystèmes fluviaux immaculés.
- 4 Le terrain est considéré comme une des zones protégées les plus irremplaçables du monde pour sa conservation des mammifères, des oiseaux et des amphibiens.



## PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

### Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

## Directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

### DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

### SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : [ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com](mailto:ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com). Ou par courrier à l'une des adresses suivantes

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Unit 29951  
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command  
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff  
Kelley Kaserne  
Geb 3315, Zimmer 53  
Pfeninger Strasse 289  
70567 Stuttgart, Germany



### VOUS ÊTES IMPATIENT DE LIRE LE PROCHAIN NUMÉRO ?

À [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com), nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



### RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester connecté sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn ; ou bien vous pouvez vous abonner à notre liste d'e-mail en vous inscrivant sur notre site web à [ADF-Magazine.com](http://ADF-Magazine.com) ou par e-mail à [News@ADF-Magazine.com](mailto:News@ADF-Magazine.com).